

*l'Anti*capitaliste

CN DES 26 ET 27 JUIN 2021

**CONFÉRENCE NATIONALE DES 26 ET 27 JUIN
PLATES-FORMES ET TEXTES SOUMIS AU VOTE**



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Motion d'organisation de la conférence nationale des 26 et 27 juin 2021	3
[Plate-forme 1] A l'élection présidentielle, être la voix des travailleurs, porter une perspective anticapitaliste et révolutionnaire - Galia (91), Isabelle (33), Henri (65), Laurent (33), Yvan (91)	4
[Plate-forme 2] Face à la crise, il faut une candidature du NPA à la présidentielle : ouverte, anticapitaliste et révolutionnaire ! Présentée par les membres (titulaires et suppléant-e-s) du CPN suivant-e-s : Alex (75) - Alice (38) - Antoine (75) - Aurélie-Anne (31) - Béa (33) - Catherine (60) - Cathy (93) - Christian (75) - Christine (61) - Eddy (93) - Fabienne (92) - Fred (93) - Ioanna (31) - Janine (29) - Jacky (94) - Jean-Marie (13) - Julien (75) - Julien (93) - Kevin (35) - Laurent (73) - Lemmy (94) - Léon (94) - Manon (93) - Manu (75) - Martine (34) - Michel (38) - Mimosa(93) - Norbert (25) - Olivier B. (75) - Olivier (13) - Pauline (31) - Penny (75) - Philippe P. (33) - Raphaël (93) - Renée (75) - Robert (94) - Robin (75) - Sandra (44) - Sandra (75) - Simon (93) - Stéphanie (66) - Sylvain (37) - Sylvain (31) - Sylvain (75) - Thomas (94)	8
[Plate-forme 3] Pour une conférence nationale qui choisisse un profil et une orientation communistes révolutionnaires pour notre campagne - Tendance CLAIRE	12
[Plate-forme 4] Présidentielle : En campagne mais sans candidat-e. Faire avancer la construction d'une expression politique des exploités-es et des opprimés-es. Alex (Toulouse), Antoine (Montpellier), Christine (76), Côme (95), Dominique (76), Fernand (Metz), Florence (Lyon), Franck (Toulouse), Hegoa (Toulouse), Jean (Catalogne nord), Jean-Paul (Vaucluse), Josie (Catalogne nord), Olivier (Lyon), Patrick (76), Sophie (Louviers), Ugo (Montreuil)	15
[Plate-forme 5] Pour une candidature ouvrière, anticapitaliste et révolutionnaire du NPA à la présidentielle Alain (Besançon), Angela (jeunes Grenoble, 69), Armelle (Asnières-Gennevilliers, 92 nord), Aurélien (Asnières-Gennevilliers, 92 nord), Aurélien (Comité cheminots, Paris), Baptiste (Grenoble, 69), Barth (jeunes 92 nord), Benoît (Comité cheminots, Paris), Bernard (Comité auto 92), Brenda (Comité cheminots, Paris), Bruno (Tours-Agglo, 37), Cécilia (Santé, Strasbourg, 67), Celso (Comité Rosa Luxembourg, Nantes, 44), Clément (Comité auto 92), Coline (Lille, 59), Damien (Cheminot, Lille, 59), David (Bordeaux, 33), Françoise (Mulhouse, 68), Florent (Auto, 91), Florès (93), Gaël (Metz, 54), Gaël (La Poste, 92 nord), Hélène (Paris), Hubert (Limoges, 87), Isabelle (Strasbourg, 67), Laura (jeunes Le Mans, 72), Maria (La Poste, Paris), Marie-Hélène (Rouen, 76), Mathilde (Nanterre, 92 nord), Mathilde (Travail social, 92 nord), Mina (Nanterre, 92 nord), Nicolas (Caen), Pauline (Comité cheminots, Paris), Philippe (Toulouse), Raphaël (Marseille), Régis (Cléon, 76), Selma (Jeunes, Paris), Stéphane (Evry, 91), Thierry (Nathalie le Mel, Guingamp, 22), Vanessa (Nanterre, 92 nord), Victor (jeunes, 92 nord), Xavier (La Poste, 92 nord), Yann (La Poste, 92 Nord), Zara (Comité cheminots, Paris)	17
[Plate-forme 6] Rompre avec la politique d'alliances avec la gauche institutionnelle, pour une candidature 100% révolutionnaire du NPA à la présidentielle ! Alexandra (93), Anasse (transports/75), Anna (jeunes/31), Daniela (93), Djamel (93), Elsa (75), Jean-Philippe (75), PMC (31), Vincent (automobile/68)	22
Motion pour la CN [constitutive de la plate-forme 6]	29
[Motion] Au delà du profil, la centralité d'un programme pour la campagne présidentielle du NPA ! Présentée par l'ARC	29

Photothèque rouge/Martin Noda/Hans Lucas



1 **Motion d'organisation de la conférence nationale**

des 26 et 27 juin 2021

5

Adoptée au CPN des 22 et 23 mai 2021 (54 Pour / 0 Contre / 10 Abstention / 0 NPPV)

10 1. Une conférence nationale du NPA aura lieu les samedi 26 et dimanche 27 juin (avec suspension le samedi après-midi pour participer à la Marche des fiertés) pour définir l'orientation du NPA sur la question de l'élection présidentielle. A la différence d'un congrès, les votes de la conférence nationale ne sont qu'indicatifs. En conséquence, le CPN se réunira à l'issue des débats afin de ratifier les orientations adoptées. Les assemblées électives locales se réuniront entre les samedi 12 juin et mardi 22 juin inclus. Dans les assemblées locales, la discussion s'organisera principalement autour des documents enregistrés par le CPN des 22 et 23 mai 2021.

15

2. Un ordre du jour minuté sera adressé avant la conférence.

Un modèle de « PV » de vote pour les assemblées électives locales sera adressé aux comités au plus tard avant les premières assemblées électives. Il comportera la liste des votes obligatoires, ceux-ci devant donner lieu à débats.

20 3. Une commission paritaire composée de représentantEs des différentes plateformes en présence sera mise en place à l'issue du CPN des 22 et 23 mai 2021.

4. Des bulletins de discussion sont mis à la disposition de tous les membres du parti.

25 Un bulletin électronique regroupant les propositions de textes issus du CPN, précisant les plateformes : date envoi le mercredi 26 mai 2021.

Un bulletin électronique de discussion regroupant des contributions : date limite le mardi 8 juin 2021, date envoi le mercredi 9 juin 2021.

Un bulletin papier et électronique récapitulant l'ensemble des textes et des amendements, ainsi que l'ordre du jour de la conférence nationale : envoi dans la semaine du lundi 21 juin 2021.

30

5. Auront le droit de vote pour la conférence et les réunions électives locales, l'ensemble des militantEs à jour de toutes leurs cotisations jusqu'en juin 2021 inclus. Les nouveaux membres qui auront adhéré au plus tard au mois d'avril 2021 pourront participer à ces votes.

35 6. L'ordre du jour des AG comprendra les points suivants :

1) Présentation des différentes plateformes et discussion.

2) Votes des plateformes électives, choix de la délégation à la CN.

40 7. Le CPN recommande aux comités de se regrouper pour que les assemblées électives représentent au moins 30 militantEs afin que le débat soit riche et pluraliste. Des exceptions sont évidemment envisageables, notamment dans les départements où il y a très peu de camarades, où les distances sont importantes, ou où la situation politique interne ne le permet pas. Ces exceptions doivent être dûment enregistrées au plus tard le dimanche 6 juin auprès de la commission paritaire mise en place après le CPN du 22-23 mai 2021 (écrire à courrier.executif@npa2009.org). En cas de désaccord, c'est cette commission paritaire nationale qui tranche.

45 Un planning des AG électives doit être communiqué au plus tard le dimanche 6 juin afin que toutes les positions soient informées et puissent se déplacer. Les temps de présentations se font à égalité. Un budget est prévu pour financer les déplacements nécessaires à hauteur de 1000 euros maximum par plateforme nationale.

50 8. Il est recommandé qu'au moins une réunion de discussion se tienne avant la réunion élective. Cette réunion de débat doivent si possible se tenir selon le même périmètre que la réunion élective afin de permettre la continuité des débats.

Lors de ces réunions et jusqu'à la conférence elle-même, des amendements ou motions pourront être proposés.

55 9. L'exigence d'un débat démocratique implique de restreindre la possibilité de procuration. Il faut faire en sorte que le maximum de militantEs impliqués dans le parti soit au rendez-vous, participe au débat et à l'élaboration de l'orientation du NPA. Les motifs de procuration sont le déplacement prévu de longue date, l'activité professionnelle, les raisons de santé (en particulier pour les personnes à risque pendant la pandémie), les tâches militantes ou la garde d'enfants. Les comités sont incités à prendre collectivement en charge la question des gardes d'enfants. Pour être valide, la procuration doit comporter des indications précises de vote et doit être acceptée par le congrès local. Un modèle sera envoyé avec le PV des votes.

60

10. Le nombre de déléguéEs est fixé, pour chaque plateforme (nationale ou locale), selon le nombre de votants pour la plateforme en question, à raison de 1 déléguéE pour 8 votantEs et 1 par reste de 5. Ainsi, si une plateforme recueille entre 5 et 12 voix, elle a 1 déléguéE ; entre 13 et 20 voix, 2 délégués etc...

65 Les restes (forcément égaux à -3, -2, -1, 1, 2, 3, ou 4) seront comptabilisés nationalement (pour les plateformes nationales) et donneront droit, en cas de somme positive, à des déléguéEs supplé-

- 1 mentaires selon la même règle. En cas d'absence d'un.e délégué.e à la conférence nationale (cas de figure qui ne peut être 1
qu'exceptionnel et régi par les motifs de procuration), les voix sont comptabilisées dans les restes nationaux. Les réunions 1
électives peuvent désigner des déléguéEs suppléantEs qui ne participeront à la conférence qu'en cas d'absence du titulaire.
- 5 11. A l'ouverture de la conférence, un bureau sera élu par les déléguéEs. Cette élection devra prendre en compte de ma- 5
nière équitable les différentes plateformes et autres courants d'opinion qui seront apparues lors des assemblées électives. 5
Ce bureau de la conférence aura à charge d'organiser les débats (introductions et conclusions, répartition des temps de 5
parole) ainsi que le travail des différentes commissions.
- 10 12. Les membres du CPN ou à défaut leurs suppléantEs participent de droit à la conférence. Ils pourront participer au 10
débat sans toutefois disposer du droit de vote sauf s'ils/elles sont déléguéEs par leur assemblée élective. 10

15 [Plate-forme 1] 15

20 A l'élection présidentielle, être la voix des 20 travailleurs, porter une perspective anticapitaliste 20 et révolutionnaire

25 Galia (91), Isabelle (33), Henri (65), Laurent (33), Yvan (91) 25

25 *D'ici l'été se tiendra la conférence nationale qui décidera de notre politique pour l'élection présidentielle. Un large consen- 25
sus semble se dégager entre les différentes tendances et fractions du NPA sur la nécessité de présenter une ou un candidat 25
mais il est évident que pour nous rassembler afin de nous donner les moyens de mener la bataille, il nous faudra surmonter les 25
différends qui nous ont opposés à l'occasion des élections régionales, surmonter aussi les rivalités fractionnelles, les menaces 25
de scission ou d'exclusion.*

30 *Cela ne peut être le résultat d'un accord formel autour de perspectives électorales aussi importantes soient elles mais néces- 30
site une large discussion. Les différentes fractions l'ont jusqu'alors refusée après en avoir décidé le principe lors du CPN de 30
juillet dernier (cf BI de compte-rendu du CPN des 4-5 juillet 2020). Il s'agissait de travailler ensemble à concevoir « un plan 30
s'inscrivant dans une démarche transitoire liant les revendications immédiates, vitales, de l'ensemble du monde du travail, de 35
notre camp social, et les moyens pour les imposer, à la nécessité du contrôle de l'organisation de la société par les classes 35
populaires, un « plan des mesures transitoires du capitalisme au socialisme » selon la formule de Trotsky. » Cette décision est 35
restée lettre morte.*

40 *Ce texte est une contribution à la discussion dont nous espérons qu'elle nous permettra de rattraper le temps perdu et qu'il 40
sera possible d'aboutir à un texte définissant une démarche commune rassemblant le NPA, ses différents courants en toute 40
indépendance de la gauche institutionnelle dite radicale, militant pour l'unité des anticapitalistes et révolutionnaires et por- 40
tant la révolte du monde du travail, la perspective du contrôle des travailleurs et de la transformation révolutionnaire de la 40
société.*

45 Dans le contexte de régression économique, sociale et politique, de crise écologique engendrées par la folle et absurde 45
course au profit et à la concurrence capitaliste mondialisée, accentuée par l'incurie des classes dominantes et des États 45
confrontés à la crise sanitaire que nous vivons depuis plus d'un an, l'élection présidentielle sera un moment politique im- 45
portant où vont s'écrire les rapports de forces politiques à l'issue des 5 années d'offensive contre le monde du travail menée 45
par Macron. Cette offensive antisociale, sécuritaire et raciste, nourrit la montée des forces réactionnaires et rend possible 45
la victoire de l'extrême-droite.

50 Il est indispensable qu'une voix se fasse entendre en rupture avec la cacophonie des partis institutionnels qui postulent 50
au pouvoir pour gérer les affaires des classes possédantes, une voix indépendante de la gauche de gouvernement, une voix 50
qui porte le mécontentement, la révolte du monde du travail et des classes populaires, une voix qui trace une perspective 50
pour la convergence des luttes et changer le monde, maintenant.

55 Il appartient à l'ensemble des militant.e.s du NPA de se donner les moyens, politiques et démocratiques, pour surmonter 55
les divisions et définir dans le cadre de la conférence nationale ce qui les rassemble afin que nous puissions être en mesure 55
de présenter un.e candidat.e et de défendre la perspective, qui s'impose au regard des enjeux, de l'unité des anticapita- 55
listes et révolutionnaires en premier lieu avec Lutte ouvrière.

60 **POUR QUE LE MONDE DU TRAVAIL SOIT EN MESURE DE RÉPONDRE À LA FAILLITE CAPITALISTE**

60 La pandémie a mis en évidence l'incapacité du système capitaliste à répondre aux enjeux vitaux pour l'humanité. La 60
politique d'austérité des gouvernements imposée aux services publics à la santé, et de largesses offertes au grand patronat 60
montre les intérêts de classe qu'ils servent. Aujourd'hui les profits explosent, les plans de relance engagés par les États 60
servent avant tout à financer les spéculations boursières et financières, le rachat d'entreprises, une concentration sans 60
cesse croissante du capital alors qu'à l'opposé les inégalités se creusent, la misère, la pauvreté font des ravages.

65 La faillite du capitalisme a été révélée et accentuée par la pandémie mais celle-ci n'en est pas la cause. La pandémie elle- 65
même est la conséquence de l'évolution des rapports entre la société humaine et la nature sous les effets de la course glo- 65

1 balisée à la compétitivité, du productivisme. Elle est partie prenante de la crise écologique qui menace la planète, le dé- 1
clencheur et l'accélérateur d'une débâcle économique jusqu'alors latente et annoncée dont personne n'est en mesure
d'anticiper l'ampleur ni les ravages.

Partout, l'égoïsme de classe, les privilèges de la propriété privée capitaliste, des riches ont fragilisé les populations dé- 1
sarmées devant le virus. Ils ont aggravé la situation par leur police sanitaire, leurs injonctions incohérentes, leur panique 5
accentuant le désordre du marché capitaliste.

C'est en reprenant l'offensive que nous pourrions mettre un coup d'arrêt à la faillite du capitalisme et des maîtres du 1
monde incapables de répondre aux drames que leur politique engendre et qui entraînent la société dans leur débâcle.

10 **FACE À L'OFFENSIVE CAPITALISTE MONDIALISÉE, LA RÉVOLTE DES TRAVAILLEURS ET DES PEUPLES** 10

Dès le lendemain de la crise de 2007-2009, ont éclaté les premières révoltes contre cet ordre social insupportable, les ré- 1
volutions arabes. Depuis, les révoltes politiques et sociales d'ampleur secouent la planète, en Algérie, Sénégal, Birmanie,
Inde, Biélorussie, Chili, Liban, Colombie ... La révolte de la jeunesse palestinienne qui affronte le terrorisme de l'État israé- 1
lien en est un élément déterminant. Les travailleurs, les classes populaires, la jeunesse, les femmes en sont les forces 15
motrices mettant en cause les inégalités insupportables pour exiger une démocratie réelle et directe, prendre leurs affaires 15
en main. Ici, depuis 2016 et la lutte contre la loi Travail, les mobilisations se sont multipliées marquées tout particulière-
ment par la révolte des gilets jaunes.

Ces mouvements ouvrent des perspectives politiques nouvelles.

Le vieux monde est au bord de la faillite, il ne peut être le monde d'après. Un nouveau monde est en train de naître, de 20
prendre conscience de lui-même à travers les affrontements, révoltes, les soulèvements, les révolutions qui secouent la 20
planète.

Le besoin d'égalité, de dignité, de bien être, le besoin de coopération et d'entraide, le besoin de pouvoir jouir librement 1
des richesses produites par le travail humain, d'en finir avec la misère, la pauvreté, le pouvoir policier, les guerres cherchent 25
les moyens de se manifester, de conquérir la démocratie, le pouvoir du plus grand nombre pour en finir avec le pouvoir 25
d'une minorité parasite, la dictature de la finance.

CONTRE LA MONTÉE DES PRÉJUGÉS RÉACTIONNAIRES ET LA MENACE DU RN, LA NÉCESSAIRE CONTRE-OFFENSIVE SOCIALE ET POLITIQUE

Macron et ses éventuels alliés, de gauche et de droite, se présentent comme un rempart face au RN. En réalité, les uns et 1
les autres, LREM au RN en passant par Les Républicains, participent d'un bloc réactionnaire et rivalisent de surenchères 30
racistes et sécuritaires. Au-delà des concurrences politiciennes, ces surenchères visent à défendre un ordre social injuste 30
et inégalitaire. Elles illustrent une décomposition sociale et politique dont témoignent les appels des militaires ou les ac-
tions des policiers organisées avec l'appui du pouvoir. A défaut d'être en mesure de répondre aux drames que leur politique 35
engendre, les classes dominantes cherchent à les retourner contre leurs victimes pour les diviser et justifier leur politique 35
répressive.

La démagogie du RN prend appui sur le fait qu'il n'a jamais été au pouvoir mais toute sa stratégie est de rechercher le 1
soutien de la droite extrême, de ces politiciens qui depuis des années participent à l'offensive contre les classes populaires.

En réalité, la progression du RN, plus globalement des préjugés réactionnaires, est le résultat des reniements de la gauche 1
au pouvoir depuis Mitterrand jusqu'à Hollande et Valls en passant par Jospin dont Mélenchon fut ministre.

40 Face à la menace de l'extrême droite, il n'y a pas d'autre voie que d'engager la lutte pour défendre nos propres intérêts, 40
ceux de l'ensemble des travailleurs, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, qu'ils aient ou non une religion
quelle qu'elle soit.

Les travailleurs, les classes populaires, ont besoin de leur propre plan pour sauvegarder leur santé et leur vie, leur emploi 1
et leur salaire, l'avenir de la société et de la planète.

45 **UN PLAN POUR LA DÉFENSE DES CLASSES EXPLOITÉES ET CHANGER LE MONDE** 45

Les tensions, les difficultés, les régressions que connaît la vie sociale, dans tous ses aspects, sont directement la consé- 1
quence de la politique d'une minorité parasite qui concentre toujours plus de richesses et de pouvoir entre ses mains au 1
détriment de la majorité de la population qui voit ses conditions de vie régresser, l'avenir de la jeunesse s'obscurcir. La 50
défense de nos droits élémentaires, de nos conditions de vie et de travail, du droit à bénéficier des progrès techniques ex- 50
traordinaires que connaît le monde, de construire ensemble notre avenir est incompatible avec cette politique rétrograde
qui sert des intérêts archaïques.

Faire face à l'urgence sanitaire, un service public national de la santé

55 La pandémie a révélé l'aberration d'un système de santé soumis aux intérêts privés et à la concurrence capitaliste. Les 55
pénuries criantes de masques, de tests, de vaccins, qui ont entraîné des hausses de prix spectaculaires aux moments où ils
étaient le plus nécessaires en sont une illustration dramatique. Tout comme l'obstacle inadmissible constitué par les bre-
vets à l'heure où il est urgent de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité.

60 Une politique sanitaire démocratique et efficace exige la réquisition des établissements privés, l'intégration et la coordi- 60
nation de tous les intervenants et professionnels dans un même service public assurant à tous des conditions de travail et
des salaires dignes, la réouverture de lits, un plan de formation massif d'infirmières, aides-soignants, médecins.

L'anarchie de la production mondiale des médicaments, du matériel médical, pose avec acuité 1
la nécessité de sa planification, de l'expropriation des Bigpharma comme Sanofi et de la collabo- ● ● ●
ration scientifique à l'échelle internationale.

- 1 **Urgence contre la misère, le chômage et la précarité** 1
- Face à la détresse sociale croissante qui frappe tout particulièrement les femmes, celle des étudiants et plus généralement des jeunes, la seule réponse du gouvernement est d'attaquer brutalement les chômeurs et les précaires avec sa réforme de l'assurance-chômage.
- 5 Pour une vie digne pour toutes et tous, il faut imposer des mesures d'urgence : 5
- 1800 euros nets par mois minimum pour toutes et tous. En faisant verser 1500 euros minimum aux propriétaires de bars, commerces ou restaurants à l'arrêt, le gouvernement reconnaît qu'on ne peut pas vivre avec moins.
 - interdiction des licenciements et partage du travail entre toutes et tous sans perte de salaire
 - embauche définitive des intérimaires, des CDD, de tous les emplois précaires
- 10 - embauche massive dans les services publics ; 10
- augmentation de 400 euros nets par mois sur tous les revenus
- Aux côtés des petits producteurs, artisans, commerçants, agriculteurs**
- Les travailleurs indépendants, petits commerçants et artisans sont pris à la gorge par les taxes et les dettes. L'exonération de charges sociales, le report des loyers et des remboursements de crédits par l'État suite à la pandémie ne font que retarder les choses. Cela est vrai aussi pour les métiers de la culture et du spectacle.
- 15 Les salariés sont à leurs côtés pour imposer l'annulation des dettes, des crédits gratuits, un revenu minimum de 1800 15 euros nets par mois.
- 20 **Combattre les oppressions, la démagogie réactionnaire, pour l'émancipation** 20
- Des mesures d'urgence devront aussi être mises en œuvre pour répondre aux difficultés rencontrées à tous les niveaux de la vie sociale.
- L'école publique a atteint le même état de délabrement que les hôpitaux. Sans moyens, elle est confrontée à la violence, aux préjugés qui traversent la société. Le droit à la formation, l'accès à la culture pour toutes et tous passent en priorité par la création de dizaines de milliers de postes, la titularisation de tous les précaires, la création d'un monopole public de l'éducation.
- 25 Répondre à l'exigence d'égalité entre les sexes, l'égalité salariale, le droit de disposer de son corps, aux droits des femmes 25 et des minorités sexuelles, LGBTI, en finir avec les discriminations, en finir avec les rapports de domination masculine, le patriarcat et les violences faites aux femmes.
- 30 Contre la démagogie contre l'immigration, c'est exiger pour tous les travailleurs, quelle que soit leur origine, leur couleur 30 de peau, le droit de circulation et d'installation, des papiers pour toutes et tous, le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections.
- Répondre à l'offensive sécuritaire, aux violences policières et au racisme, c'est s'organiser dans les quartiers et les cités, exercer un droit de contrôle sur la police et les commissariats.
- 35 La lutte contre les discriminations, les oppressions passe par la mobilisation et l'organisation de celles et ceux qui en 35 sont victimes, de leurs soutiens.
- NON À LA RELANCE DES PROFITS, RÉORGANISER L'ÉCONOMIE EN FONCTION DES BESOINS SOUS LE CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION**
- 40 Le patronat engage une partie des milliards distribués par l'État pour moderniser son appareil de production, c'est-à- 40 dire le rendre plus rentable en le concentrant, en éliminant les canards boiteux, par l'automatisation des chaînes. Le numérique qui devrait permettre une réduction de temps de travail, sert au contraire à intensifier l'exploitation et à aggraver la flexibilité, la précarité.
- Il n'y a à rien d'inéluctable, aucune loi économique à laquelle il serait impossible d'échapper, mais la logique d'un rapport de force entre les classes.
- 45 En finir avec cette logique perverse, reprendre le contrôle de l'économie, se donner les moyens de la gérer rationnelle- 45 ment, c'est :
- exproprier les banques privées, les regrouper dans un monopole public bancaire et de crédit, sous le contrôle de la population ;
 - annuler la dette publique ;
 - fermer les bourses et les marchés financiers ;
 - prendre le contrôle de l'appareil de production, des multinationales sous le contrôle de leurs travailleurs et de la population, à commencer par celles des secteurs clés de l'économie sur lesquels repose la satisfaction des besoins les plus immédiats : santé, industrie pharmaceutique, énergie, transports, agro-alimentaire...
- 55 **Enrayer la catastrophe écologique, pour une planification démocratique** 55
- La généralisation à l'échelle de la planète de l'exploitation du travail humain et du pillage des ressources naturelles a débouché sur une crise écologique, réchauffement climatique, pollution, pandémies, dont les conséquences sont dramatiques et mettent en jeu la survie de notre espèce.
- 60 Les solutions mises en avant par les scientifiques se heurtent aux frontières nationales et aux rivalités entre États, au 60 désordre de la libre concurrence et aux intérêts des multinationales. La loi promue par Macron est un emplâtre sur une jambe de bois.
- Le gouvernement trouve là surtout des justifications pour d'un côté de nouvelles subventions aux entreprises, de l'autre de nouvelles taxes et des licenciements pour les classes populaires. Même en pratiquant ce qu'il appelle « la transition écologique », limitée à certains secteurs et néanmoins soumise aux lois du marché, le capitalisme ne sera jamais vert. Car,
- 65 65

- 1 pour reprendre les mots de Marx, il « épuise les deux sources de toute richesse : la terre et le travailleur. » 1
 La réponse exige des mesures radicales et qui ne respectent pas le cadre des frontières.
 Seule une planification démocratique de l'économie, sous le contrôle des travailleurs concernés et de la population, permettrait que la production soit organisée en fonction des besoins sociaux, tout en préservant au maximum les équilibres 5
 naturels. 5
 Elle permettra, à l'opposé des lois aveugles du marché, de rationaliser l'économie, c'est-à-dire de créer le cadre pour discuter des productions et des services réellement utiles et de ceux, inutiles, voire nuisibles, à arrêter.

10 **DU CONTRÔLE DES TRAVAILLEURS SUR L'ÉCONOMIE À UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS ET DES CLASSES POPULAIRES** 10

- La mise en œuvre de ces mesures d'urgence implique la mobilisation et l'organisation des travailleurs et de la population pour prendre en charge le contrôle de la marche de l'économie, de ce que l'on produit, pourquoi et comment.
 Les enjeux sont trop importants, vitaux pour les laisser entre les mains des dirigeants des multinationales, des fonds financiers et des États qui les servent. Les grands changements qui s'imposent ne peuvent être l'œuvre que de nos mobilisations. 15
 Cette exigence démocratique est au cœur des mobilisations qui depuis 2016 ont secoué le pays.
 Elle pose la question de qui dirige au service de quels intérêts. Elle porte l'exigence d'un gouvernement démocratique, au service de la population, comme le revendiquent les gilets jaunes. Elle ne pourra pas voir le jour par quelques replâtrages constitutionnels, comme le RIC ou une 6e République. Elle ne pourra naître que de la mobilisation du plus grand nombre, 20
 les 99 %, contre les 1% qui contrôlent l'économie, les médias et l'État, pour les exproprier de leur pouvoir et instituer le pouvoir des travailleurs, des classes populaires. 20
 Un tel gouvernement en finira avec les privilèges indécents des politiciens. Mandatés et révocables, payés au salaire moyen ouvrier, les militants et élus d'un gouvernement des travailleurs n'auront rien de commun avec les petits carriéristes qui aspirent à la fonction suprême ! 25

25 **Vers une Europe des travailleurs et des peuples** 25

- Un tel gouvernement inscrira sa politique dans un mouvement plus large que le cadre national, celui de la construction d'une Europe des travailleurs et des peuples. L'Union européenne -la pandémie comme le drame des migrants en ont apporté une nouvelle démonstration- est une construction politique par en haut pour et par les banquiers et les dirigeants des multinationales, la BCE. Elle est pour eux un instrument contre les populations. Mais penser qu'il suffirait de quitter cette 30
 Europe-là, de revenir dans le cadre de politiques nationales, comme le font les souverainistes de droite comme de gauche, les nationalistes d'extrême-droite, pour en finir avec ces offensives, est une illusion dangereuse. Cela détourne la révolte sociale de ses véritables ennemis.
 Les travailleurs ayant conquis le pouvoir en appelleront à ceux des autres pays à les rejoindre pour déterminer ensemble 35
 sous quelle forme ils veulent coopérer dans le cadre d'une Europe des travailleurs et des peuples, des États-Unis socialistes d'Europe. 35

- ### 40 **Pour la paix, la coopération des peuples et la solidarité internationale** 40
- L'instabilité économique et financière, les guerres commerciales, l'exacerbation de la concurrence mondialisée, les rivalités et luttes d'influence, les multiples conflits militaires locaux entraînent une montée des militarismes et un état de guerre permanent.

- Jamais les dépenses militaires n'ont été aussi élevées dans le monde.
 Le combat pour la paix, le droit des peuples, le désarmement en particulier nucléaire reste en fait impuissant s'il ne s'appuie pas sur le prolétariat pour œuvrer à unir ses luttes et ses forces par-delà les frontières pour contester le pouvoir des multinationales et de l'oligarchie financière. Loin des pieux appels à l'ONU ou à la « communauté internationale », il est un 45
 combat de classe, indissociable de celui pour le socialisme. 45

50 **EN RÉPONSE À LA DÉCOMPOSITION DE LA GAUCHE DE GOUVERNEMENT, RASSEMBLER LES FORCES DU MONDE DU TRAVAIL EN TOUTE INDÉPENDANCE DES INSTITUTIONS** 50

- Au pouvoir, la gauche a toujours servi les classes dominantes. Les partis de la gauche dite « radicale », le PCF ou la FI, incapables de rompre avec le cadre institutionnel de l'ordre capitaliste, n'auraient, à nouveau, pas d'autre choix s'ils viennent aux affaires que de gérer cet ordre social. Bon nombre de leurs militants, proches ou électeurs partagent nos aspirations, nos révoltes et nos luttes. Nous souhaitons l'unité des classes exploitées, opprimées pour défendre nos droits et changer le monde. Dans ce but, nous avons besoin d'une politique de classe indépendante des institutions rodées depuis 55
 des décennies à servir l'ordre établi. 55

- Nous pensons aussi qu'il est indispensable de rompre avec la politique du dialogue social que mènent les directions des organisations syndicales qui, plutôt que d'aider aux convergences, laissent les réactions des travailleurs circonscrites aux entreprises, aux secteurs, isolés les uns des autres.

- Notre campagne comme notre activité quotidienne veulent aider les travailleurs conscients des luttes à mener à s'organiser, à se rencontrer et coordonner leurs combats – syndiqués et non syndiqués. C'est une question politique qui participe 60
 de la prise de conscience de la nécessité de préparer une riposte d'ensemble du monde du travail, et, pour cela, de se regrouper, de s'organiser. 60

65 **POUR L'UNITÉ DES ANTICAPITALISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES** 65

- Notre campagne vise à renforcer le camp des anticapitalistes et révolutionnaires, plus large-

1 ment à rassembler toutes celles et ceux qui ne sont pas dupes de la démagogie de la droite extrême ou de l'extrême droite, 1
qui ne font plus confiance à la gauche gouvernementale et aspirent à une démocratie directe, à prendre en main eux-
mêmes la défense de leurs propres intérêts.

5 Notre campagne sera à leur service pour tracer la perspective d'un parti des travailleurs, démocratique, révolutionnaire 5
reprenant le drapeau que les vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier ont abandonné, le drapeau du socia-
lisme et du communisme.

10 Dans le contexte difficile que connaît notre parti, rassembler nos forces nécessite une totale indépendance vis à vis de LFI 10
et aussi d'être en mesure de représenter la continuité de notre projet de rassemblement des anticapitalistes et révolution-
naires. Olivier Besancenot entouré d'un collectif de porte-parole serait le mieux à même de représenter cette nouvelle dy-
namique nous rassemblant par delà nos désaccords dans le même temps qu'il pourrait porter le projet d'une candidature 10
commune du mouvement anticapitaliste et révolutionnaire.

Si nous ne réussissons pas à surmonter la paralysie engendrée par le jeu délétère des rivalités fractionnelles, à faire taire
les menaces d'exclusion pour faire vivre la démocratie afin de réussir à choisir parmi nous un.e camarade en mesure de
rassembler nos forces, le NPA soutiendra la candidature de Nathalie Arthaud.

15 Alors que patronat et gouvernement se préparent à intensifier leur guerre de classe pour sauver leur système d'exploita- 15
tion, une bataille politique majeure s'engage qui exige de regrouper nos propres forces pour mieux contribuer au regrou-
pement des forces de l'ensemble du mouvement et, plus largement, du monde du travail.

[Plate-forme 2]

Face à la crise, il faut une candidature du NPA à la présidentielle : ouverte, anticapitaliste et révolutionnaire !

35 *Présentée par les membres (titulaires et suppléant-e-s) du CPN suivant-e-s : Alex (75) - Alice (38) - Antoine (75) - 35
Aurélienne-Anne (31) - Béa (33) - Catherine (60) - Cathy (93) - Christian (75) - Christine (61) - Eddy (93) - Fabienne (92) -
Fred (93) - Ioanna (31) - Janine (29) - Jacky (94) - Jean-Marie (13) - Julien (75) - Julien (93) - Kevin (35) - Laurent (73) -
Lemmy (94) - Léon (94) - Manon (93) - Manu (75) - Martine (34) - Michel (38) - Mimosa (93) - Norbert (25) - Olivier B. (75) 35
- Olivier (13) - Pauline (31) - Penny (75) - Philippe P. (33) - Raphaël (93) - Renée (75) - Robert (94) - Robin (75) -
Sandra (44) - Sandra (75) - Simon (93) - Stéphanie (66) - Sylvain (37) - Sylvain (31) - Sylvain (75) - Thomas (94)*

(Version susceptible d'être enrichie)

40 La prochaine élection présidentielle s'inscrit dans un contexte de crise globale du capitalisme. Crise écologique, crise éco- 40
nomique, crise sociale, mais aussi crise politique. Le monde du travail, les exploitésEs, les opprimésEs, sont orphelinEs d'une
représentation politique face aux classes dominantes, à la droite et à l'extrême droite et alternative à la gauche institution-
nelle. La raison d'être du NPA est de se battre pour la reconstruction du mouvement ouvrier, d'un mouvement d'ensemble du
monde du travail, tout en proposant un programme de rupture avec l'ordre capitaliste. 45

C'était le sens des candidatures présentées par la LCR (Olivier Besancenot en 2002 et 2007) puis par le NPA (Philippe Poutou
en 2012 et 2017). C'est ce type de candidature qu'il faut renouveler, pour rassembler largement autour de nous. Une telle can-
didature nécessite de mettre en mouvement l'ensemble de l'organisation.

50 Cette tâche prend une nouvelle dimension après un an et demi de pandémie mondiale et face à la montée de l'extrême-droite 50
qui apparaît comme une solution de recours pour une partie de la bourgeoisie, mais aussi pour une fraction du prolétariat qui
cherche à maintenir ses avantages dans le cadre de la préférence nationale.

UNE SOCIÉTÉ D'INJUSTICES SOCIALES ET DE CRISES ÉCOLOGIQUES AGGRAVÉES PAR LA PANDÉMIE

55 Après l'élection de 2017, Macron et son gouvernement ont voulu poursuivre l'agenda néolibéral entamé par les gouverne- 55
ments précédents, de gauche comme de droite. Cette politique s'est traduite par un durcissement des attaques patronales et
gouvernementales contre les salariéEs et les classes populaires. Après les attaques contre les Instances représentatives du
personnel (IRP), décimant les droits syndicaux, menée sous Hollande, plusieurs attaques majeures ont été initiées : contre les
aides sociales, contre les droits des chômeurs et contre les retraites, déjà violemment attaquées par la réforme Touraine. En
même temps, ont été poursuivies les attaques contre les services publics, les suppressions de postes et fermetures de lits dans
les hôpitaux, les privatisations d'entreprises publiques. 60

La pandémie a été une véritable aubaine pour modifier l'organisation du travail. Des centaines de milliers d'emplois ont été
supprimés dans l'industrie. Le CDI a reculé au bénéfice des contrats précaires.

65 Dans plusieurs secteurs de la population, le niveau de vie a baissé avec le chômage partiel et les APLD. Mais pour l'instant 65
Macron et le gouvernement ont réussi à maintenir le pouvoir d'achat de larges secteurs de la population et une série de sec-
teurs ont même vu les salaires augmenter de façon significative bien qu'insuffisante. L'inflation est très limitée. Le système

1 tient et les profits se portent bien au prix de centaines de milliards d'euros injectés pas les banques centrales. 1
 Ce qu'a surtout révélé la pandémie, c'est l'absence de planification pour résoudre la crise d'un côté et l'infantilisation généralisée de la population de l'autre. Alors qu'il aurait fallu auto-organiser la population à la base et centraliser, coordonner la lutte contre la pandémie au sommet, le capitalisme a révélé sa nature absurde, empêtré dans la multitude des intérêts privés et incapable de mettre en mouvement le collectif pour faire face. Cela doit questionner les révolutionnaires. Comment créer 5
 les conditions pour que, quand tout s'arrête, celles et ceux d'en bas relance la machine à leur propre compte ? Il ne suffit pas de dire « on arrête tout », mais bien de montrer qu'en prenant en main nous-même les commandes de la société, on est bien plus efficace que les capitalistes et l'État à leur service pour résoudre nos problèmes.

Le déclenchement en 2020 de la pandémie a constitué une manifestation sans précédent de la crise écologique que nous vivons, mais aussi un révélateur de la violence de ce système, qui a fermé les hôpitaux et est incapable de répondre autrement 10
 aux difficultés qu'il produit qu'avec des politiques de répression et des mesures liberticides. A échelle de masse, le coronavirus a été perçu comme le symbole du monde d'avant, d'un système qui est source de catastrophes, ce qui montre l'urgence d'une rupture avec le capitalisme.

Ce que nous constatons en France est aussi le cas dans tous les pays du monde, avec un accroissement de la pauvreté, des déplacements forcés de populations, notamment en raison de la crise climatique, avec des guerres dues aux intérêts des 15
 grandes puissances impérialistes, en Amérique du Sud, en Afrique et au Moyen-Orient notamment.

DES RÉVOLTES PERMANENTES DU MONDE DU TRAVAIL, DES OPPRIMÉES, DE LA JEUNESSE

Sans discontinuer, jusqu'à la pandémie de 2020, les soignants se sont mobilisés en masse pour exiger des embauches et des 20
 revalorisations de carrière. En décembre 2019 et janvier 2020, la contre-réforme des retraites s'est vue opposer un front massif de riposte. IntermittentEs et chômeurs/ses se sont eux aussi mobiliséEs contre la réforme de l'assurance chômage. L'affrontement n'a jamais été construit à une hauteur suffisante par le mouvement syndical, mais des millions de salariéEs ont cherché à faire face à la dégradation de leur situation en se mobilisant.

En parallèle aux nombreuses révoltes apparues ces dernières années dans les quartiers populaires face aux violences poli- 25
 cières, au chômage, aux discriminations racistes, le mouvement des Gilets jaunes s'est imposé sur la scène sociale et politique, malgré l'hostilité frontale à ses débuts de l'ensemble du mouvement syndical et de la grande majorité de la gauche radicale. Comme dans les quartiers populaires, le mouvement des « ronds-points » a constitué un authentique soulèvement populaire, provoqué par la dégradation croissante des conditions de vie, de transports, de logements subis par les familles de salariéEs, contraintes de s'éloigner toujours davantage de leurs lieux de travail et des centre-ville pour trouver un logement. 30
 Même sans référence au mouvement syndical ou à la gauche politique, ce mouvement a d'emblée posé la question de la répartition des richesses, de l'injustice sociale, en dénonçant un système construit au profit des plus riches. Il a fait ressortir le désaveu des partis politiques traditionnels en posant dans les manifestations et les appels des assemblées des exigences de rupture remettant en cause le système, tant du point de vue social que politique, avec l'exigence profonde d'une démocratie réelle face aux faux-semblants de la représentation.

Ces dernières années ont montré la montée en puissance des revendications écologiques, très fortes dans la jeunesse, qui 35
 posent aussi à une échelle large la question de la prise en main directe de la société sur les biens communs, les décisions démocratiques concernant les choix de production et d'énergie face aux catastrophes climatiques et sanitaires produites par le système capitaliste. Tout aussi fondamental est le renouveau du mouvement féministe et LGBTI, qui pose de manière radicale les aspirations à rompre avec l'ordre patriarcal. Les crispations sans fin des institutions machistes, misogynes et homophobes 40
 sont à l'échelle des mouvements qui se sont construits ces derniers mois et menacent l'ordre réactionnaire. Ce sont là deux dimensions essentielles qui doivent pouvoir se structurer dans une remise en cause globale de la société capitaliste. C'est là aussi un enjeu important des mois à venir et de l'importance d'une candidature anticapitaliste qui reprenne haut et fort ces questions.

Toutes ces aspirations existent sur le plan mondial, avec des révoltes de masse dans une série de pays. Il y a eu par exemple 45
 les grandes grèves et mobilisations féministes sur différents continents, les révoltes populaires comme en Algérie, en Asie et en Amérique du Sud, qui lient revendications démocratiques, sociale et anti-impérialistes. Ces éléments montrent que, dans le cadre de la crise du système, les masses sont parfois prêtes à se confronter aux classes dominantes et cherchent à construire une alternative.

50 UN POUVOIR AUTORITAIRE 50

Depuis 4 ans, le gouvernement, poursuivant les politiques de Valls et Cazeneuve, a renforcé le caractère autoritaire, répres-
 sif et policier, de l'État. La violence sociale des politiques capitalistes s'accompagne d'une violence d'État et d'une restriction des droits démocratiques. Elles visent à bâillonner les mobilisations et les mouvements de contestation en les criminalisant. Elles s'appuient sur la longue liste de lois répressives, souvent sous prétexte de lutte contre le terrorisme, mises en œuvre ces 55
 vingt dernières années. La criminalisation du mouvement social et des populations issues de l'immigration entraîne de nouvelles contestations populaires, contre l'État policier, le racisme et l'islamophobie.

Cette dynamique va être un enjeu central de l'élection présidentielle à venir. LREM, LR et le RN sont dans une surenchère sur le thème de « la sécurité », justifiant les violences policières et les morts qu'elles provoquent, hystérisant toute mort de policier en service, cultivant l'islamophobie et le racisme ordinaire avec l'appui et le haut-parleur des grands médias réaction- 60
 naires. Les appels publics de militaires ou les manifestations de policiers sont l'écho d'une extrême droite à la manœuvre qui pensent le monde en termes de « choc des civilisations ».

Dans le contexte de la crise globale, on assiste à une crise de représentation politique de la bour-
 geoisie : elle n'a pu maintenir l'alternance classique entre droite et gauche, et Macron représente un équilibre instable, une sorte de bonapartisme, qui fait monter l'extrême droite contre laquelle il 65
 prétend être le rempart.

1 La répression et les restrictions contre les libertés constituent un enjeu majeur, alors que la fin des confinements sanitaires 1
va voir ressurgir des exigences et des mobilisations sociales dans les rues et dans les quartiers populaires, alors que la dégra-
dation des salaires, des conditions de vie et de logement, le chômage et les discriminations vont perdurer. Les classes domi-
nantes, à juste titre, ont peur que se construisent ces mobilisations.

5 Ces questions des libertés démocratiques, de la lutte contre les violences policières et le racisme, représentent un enjeu 5
majeur des mois à venir. Il s'agit d'un thème porté par les couches radicales, antiracistes et anticapitalistes, du mouvement
social et qu'une candidature anticapitaliste pourrait porter.

PRENDRE LA MESURE DU DANGER DE L'EXTRÊME DROITE

10 L'extrême droite représente un danger sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale dans les pays européens et aux 10
États-Unis. En France, selon les sondages, trois électeurs sur quatre s'apprêteraient à voter en 2022 pour des candidats d'ex-
trême-droite ou de droite, ce qui constitue un niveau jamais atteint dans une élection présidentielle.

15 Pour la première fois dans notre histoire, la possibilité d'une élection de Le Pen ne constitue pas une hypothèse fantaisiste 15
et doit sérieusement être envisagée. Une telle perspective doit être prise avec le plus grand sérieux. En effet, l'extrême droite
n'est pas un courant parmi d'autres. La question n'est pas de savoir s'il est plus ou moins libéral, plus ou moins intégré à l'État.
Elle est de comprendre que l'extrême droite constitue un danger mortel pour le mouvement ouvrier et pour les libertés démocratiques.

20 L'arrivée au pouvoir d'un parti comme le RN, dont les racines idéologiques viennent des mouvements fascistes, de la France 20
de Vichy et de l'OAS, offrirait à des mains très dangereuses un appareil d'État qui s'est déjà beaucoup durci dans les vingt
dernières années. Elle ouvrirait ainsi des possibles dont nul ne sait vers quels horizons ils pourraient nous amener.

25 En conséquence, les pressions en faveur de l'unité de la gauche ou du front républicain vont être forte. Pour notre part, nous 25
considérons que ce ne sont pas des réponses adaptées à la montée de l'extrême droite, car celle-ci ne se combat pas essentiel-
lement dans les urnes mais par l'unité d'action dans les luttes et par la reconstruction de la conscience de classe, de l'unité de
la classe. Dans ce contexte, il nous faut faire entrer dans la campagne présidentielle la voix des luttes sociales, antifascistes,
et du combat contre le racisme et l'islamophobie, deux thèmes qui sont largement délaissés, voire même totalement abandon-
nés, par la gauche institutionnelle.

LE DÉSASTRE DE LA GAUCHE INSTITUTIONNELLE

30 La montée en puissance de la droite et de l'extrême-droite s'appuie sur de profondes racines sociales, qui se sont dévelop- 30
pées dans le terreau laissé par trente années de politiques néo-libérales. Cependant, elle ne constitue qu'une projection élec-
torale déformée de la réalité sociale : les masses ne sont en effet pas descendues dans les rues pour protester contre l'immig-
ration et l'insécurité, mais pour dénoncer la casse sociale, la misère, l'autoritarisme et la destruction de l'environnement. En
ce sens, la montée en puissance de l'extrême droite est moins la conséquence d'une « droitisation de la société » que le fruit
d'une crise de représentation des classes populaires, qui ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels de la gauche
réformiste. Ces derniers sont engagés dans une bataille pour l'hégémonie à gauche, s'opposant à la droite et à l'extrême droite
mais sans aucun lien avec une quelconque mobilisation des classes populaires.

35 Discrédité par les cinq années du gouvernement Hollande-Valls qui ont mis le pied à l'étrier à Macron, le PS n'arrive pas à 35
remonter la pente et est au bord de la disparition, tandis qu'EELV semble totalement incapable de s'adresser aux milieux po-
pulaires. Le PCF poursuit son régulier mais inéluctable déclin et il est difficile de croire que la candidature Roussel pourrait
l'enrayer, même si elle tente pour ce faire de frayer avec les pires recettes du populisme. Mélenchon pourra-t-il dans ce contexte
tirer une nouvelle fois son épingle du jeu ? Il est difficile à l'heure actuelle de se risquer à un pronostic, bien qu'il convienne
de constater que sa candidature n'a pas à ce stade retrouvé la force propulsive qu'elle avait pu avoir en 2017. Nous ne nourris-
sons en tout cas aucune illusion envers la candidature Mélenchon, qui cherchera une nouvelle fois à expliquer qu'il pourrait
être possible de résoudre les problèmes sans rompre avec le capitalisme et que les classes populaires pourraient faire l'écono-
mie de prendre le pouvoir pour le déléguer à un sauveur suprême, (cela sans parler de ses discours nationalistes réguliers).
Quelques soient les courants, les organisations de gauche sont profondément engluées dans les logiques capitalistes qui les
conduisent à voter pour les brevets, pour les cadeaux aux patrons dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, à expulser les
sans-papiers et sans-abris comme à Grenoble, à refuser de soutenir de façon conséquente les Palestiniens...

PRENDRE NOS RESPONSABILITÉS, ÊTRE PRÉSENTES À LA PRÉSIDENTIELLE

50 Nous nous opposons à la fonction présidentielle, qui donne des pouvoirs immenses à un individu. Mais sa grande force est 50
de centraliser les débats sur le plan national. Elle sera, comme toujours, l'occasion d'un grand débat politique, qui nous offre
une tribune permettant d'expliquer à échelle large qu'il n'y a pas de solution dans le cadre de ce système, ni dans celui de la
République bourgeoise, y compris le replâtrage d'une VIe République sans réel contenu de classe.

55 Les anticapitalistes et les révolutionnaires doivent être présentEs dans cette élection. Le ras-le-bol d'une grande partie des 55
classes populaires par rapport à la situation peut permettre à notre discours de trouver une oreille attentive. Notre présence
est essentielle, pour ne pas laisser le terrain vide face aux illusions entretenues par les grands leaders réformistes sur les
institutions ou les pseudos intérêts de la France, ne marquent une nouvelle fois cette campagne présidentielle. C'est particu-
lièrement le cas des différents appels à reconstituer une « union de la gauche ». Celle-ci ne pourrait conduire qu'à de nouvelles
désillusions, dégoûtant des centaines de milliers de militantEs sincères et aboutissant au renforcement de l'extrême droite.

60 Dans un contexte marqué par la colère sociale, mais aussi par la conscience de plus en plus large que le système est à bout de 60
souffle, il est en effet possible que les idées des anticapitalistes et des révolutionnaires puissent trouver un espace. Cela suppose
toutefois qu'elles ne se laissent pas enfermer dans une candidature de témoignage, destinée à s'adresser aux avant-gardes pour
leur proposer de renforcer un parti très délimité. L'enjeu est au contraire de proposer une candidature radicale et ouverte, ca-
pable de s'adresser largement à la population et dans laquelle de larges secteurs du mouvement social pourrait se reconnaître.

1 À moins d'un an de l'élection présidentielle, le constat s'impose : le NPA est aujourd'hui la seule force susceptible de mettre
1 en place cette candidature radicale et non sectaire, qui incarnerait les principes fondateurs de notre parti. La situation nous
place ainsi devant nos responsabilités et malgré les faiblesses et les limites évidentes du NPA, nous nous devons de les assu-
mer, sous peine de laisser la chaise vide et d'abandonner le terrain et les classes populaires à d'autres orientations.

5

UNE CANDIDATURE OUVERTE ET RADICALE, UNITAIRE ET RÉVOLUTIONNAIRE

Notre objectif est que ressorte de cette élection un pôle incarnant deux idées fondamentales. La première est que, face à la
montée de l'extrême droite et aux offensives des classes dominantes, nous avons besoin de reconstruire le mouvement ou-
vrier, de luttes de masse, unitaires. La seconde est qu'il ne peut y avoir de solution à la crise globale du système dans le cadre
10 du capitalisme et qu'il faut rassembler celles et ceux qui pensent que rien ne peut changer sans qu'un mouvement révolution- 10
naire ne remette radicalement en cause la propriété des moyens de production et le pouvoir de ceux qui les possèdent.

Le premier de ces deux axes se concrétise par le soutien aux luttes, l'interpellation des autres courants du mouvement ou-
vrier pour les construire, l'opposition féroce à la droite et à l'extrême droite comme nous avons su le faire en 2017 notamment.
Nous voulons être les meilleurEs représentantEs possibles de celles et ceux qui ne se résignent pas, qui veulent lutter pour
15 défendre leurs droits. Nous pensons que seul une mobilisation de masse des couches oppriméEs, en particulier par la grève 15
générale, peut changer le rapport de force en notre faveur.

Le second se concrétise par un programme de rupture anticapitaliste :

- Face à la crise économique : réquisition des banques, annulation des dettes publique, mais aussi des dettes accumu-
lées par les travailleurs et les travailleuses les plus pauvres, qui sont victimes des taux usuraires pratiqués par les organismes
20 de crédits... 20

- Pour la sauvegarde de la planète : Arrêt du nucléaire, des énergies fossiles, réquisition des sociétés de l'énergie, des
transports et de l'agro-alimentaire. Aide aux circuits courts. Planification pour développer massivement les transports collec-
tifs, réduire l'obsolescence des appareils pour une sobriété productive permettant la survie de l'espèce. Arrêt des GPII...

- Pour une rupture démocratique : la suppression de la fonction présidentielle, une assemblée constituante appuyée
25 sur les mobilisations (sur le modèle de la Commune de Paris), la révocabilité des éluEs, la limitation de leurs salaires et des 25
mandats.

- Contre la domination patronale, pour des mesures d'urgence en faveur du monde du travail: Face au chômage, in-
terdiction des suppressions d'emplois et des fermetures de site, partage du temps de travail sans perte de salaire, réquisition
des entreprises qui licencient. Dénonciation des cadeaux au patronat. Augmentation des salaires de 300 euros, SMIC à 1800
30 euros nets. Retrait des réformes de l'assurance chômage. Retraites à 75% à partir de 60 ans. 30

- Contre la misère sociale : défense de la sécurité sociale, mise en place d'une vraie branche dépendance.

- Face à la crise sanitaire du covid-19 : Suppression des brevets des vaccins, réquisition des entreprises de la pharma-
cie et des cliniques privées, embauche de 200 000 personnes dans la santé, gratuité des masques et gels hydroalcooliques.

- Pour des services publics à la hauteur face à la crise : Arrêt des privatisations, en particulier de la SNCF, la Poste et
35 l'énergie. Arrêt des suppressions de postes, embauche d'un million de personnes dans la fonction publique, particulièrement 35
dans l'éducation pour dédoubler les classes pour rattraper les retards et faire face à la pandémie. Arrêt des réformes de casse
du statut de fonctionnaire et d'augmentation du temps de travail.

- Contre les attaques liberticides et racistes : Suppressions des lois liberticides. Légalisations des drogues douces,
dépenalisation de toutes les drogues pour faire face aux marchés clandestins et aux trafics. Désarmer la police en contact avec
40 la population et la placer sous contrôle démocratique. Régularisation de touTEs les sans-papierEs, liberté de circulation et 40
d'installation.

- Pour l'égalité des droits, contre les discriminations : PMA pour touTEs, égalité salariale, soutien aux associations de
lutte contre les discriminations et d'organisation des oppriméEs (associations antiracistes, LGBTI, féministes...), démantèle-
ment des dispositifs et lois racistes.

- Pour l'autonomie de la jeunesse : Des moyens pour l'éducation et pour les facs. Mise en place de temps de rattrapage
45 scolaire. Allocation d'autonomie . 45

- Des solidarités internationalistes :arrêt des politiques impérialistes et armées de la France, droit à l'auto-détermi-
nation pour les DOM-TOM, soutien à touTEs les peuples oppriméEs.

Ces points devront être résumés en une plate-forme courte et structurée. Il s'agit d'être identifiés sur quelques points clés
50 qu'il faudra ajuster au fur et à mesure de la campagne : la lutte pour l'emploi, contre le racisme et les violences policières, 50
l'alternative par rapport à la crise globale du système, incluant la crise sanitaire et écologique... Notre objectif est de montrer
ce qu'un « gouvernement des travailleurs/ses » pourrait mettre en place pour enclencher de profonds bouleversements dans
le fonctionnement de la société, engager une rupture révolutionnaire remettant en cause ce qu'on produit, comment on le
produit, qui le décide, et battant en brèche les discriminations et les inégalités...

55

POUR UNE CAMPAGNE COLLECTIVE DE L'ORGANISATION

À neuf mois de la présidentielle, on ne peut que constater que seul le NPA est en capacité de présenter une telle candidature,
ayant à la fois la préoccupation de l'unité du monde du travail et un projet révolutionnaire. Elle n'émergera pas du mouvement
social, en raison de la crise sanitaire mais aussi plus essentiellement de l'absence d'émergence de collectifs prêts à faire face
60 à une échéance comme la présidentielle, ni parmi les organisations existantes. Une campagne sans candidat/e ne peut ré- 60
pondre à nos objectifs : discrète voire invisible, elle ne pourra intéresser que des cercles très limités, alors que nous devons
essayer de nous donner les moyens de nous adresser le plus largement possible à l'ensemble de
notre camp social.

Le NPA doit donc décider lors de la Conférence nationale convoquée avant l'été de présenter une
65 candidature à l'élection présidentielle et se donner les moyens politiques et organisationnels d'al-

1 ler jusqu'au bout. 1

Nous proposerons donc largement notre candidature, afin qu'elle soit un outil pour celles et ceux, qui sont nombreux/ses, qui ne se reconnaissent ni dans la gauche institutionnelle ni dans des candidatures identitaires. Nous souhaitons associer des militantEs et des personnalités qui se reconnaîtraient dans nos objectifs, avec des comités de soutien à notre candidature.

5 Ce pôle pourra être, sur la base d'un débat spécifique à avoir, une base pour présenter des candidatEs aux législatives permettant de décliner au niveau local notre campagne présidentielle. 5

La personne qui nous représentera devra être en phase avec nos objectifs politiques : incarner les luttes sociales, représenter les classes populaires, être identifiéE comme du côté de touTEs les oppriméEs... Dans ce cadre, une nouvelle candidature de Philippe Poutou, déjà légitimée par les précédentes campagnes, aurait l'avantage dans un contexte difficile (y compris par rapport aux recherches de signatures de maires) d'avoir le maximum de visibilité et un profil d'ouverture lisible. 10

En plus de nos porte-paroles actuels, nous mettons en place un collectif de porte-paroles (en particulier féminisé) autour du / de la candidatE, pour les réunions publiques, les différents médias.

Une équipe de campagne collective, sur le mandat du profil et du programme décidés par l'organisation, mettra en œuvre ces orientations, organisera les réunions publiques, les argumentaires, le matériel, la recherche de moyens financiers...

15 En particulier, la recherche des parrainages administratifs doit être déclenchée au plus tôt. Dès juin, nous devons répartir le travail et avoir visité au cours de l'été touTEs les maires ayant donné leur parrainage en 2012 et 2017, afin de pouvoir en voir de nouveaux/elles dès septembre. Des permanentEs sont recrutés pour initier ce travail. 15

20 [Plateforme 3] 20

25 Pour une conférence nationale qui choisisse un 25 profil et une orientation communistes révolutionnaires pour notre campagne

30 *Tendance CLAIRE* 30

Alors que le parti s'enfoncé toujours davantage dans une crise durable et profonde, la majorité du CPN a décidé de convoquer une conférence nationale sur la seule question de la présidentielle. La demande d'un congrès a été refusée sous prétexte de la situation sanitaire, mais cet argument a miraculeusement volé en éclats quand il s'est agi de convoquer une CN... qui 35
pourtant se déroule dans les mêmes conditions qu'un congrès ! Alors qu'il faudrait discuter des questions de fond, du bilan 35
du NPA, des moyens de sortir de sa crise, la pfU nous explique que l'urgence serait de se débarrasser du CCR (voire bientôt d'autres fractions ?). Nous redisons qu'une telle atteinte aux droits démocratiques des courants et fractions est inacceptable. Les positions politiques doivent se défendre et s'affronter politiquement. D'ailleurs, force est de constater que, au-delà de 40
leurs désaccords de fond et de méthode, le CCR et la pfU, tout comme A&R, FLO et DR se retrouvent pour nous dire que la seule 40
issue se trouverait dans... une campagne présidentielle ! On va jusqu'à écrire que, sans candidat-e à la présidentielle, le NPA n'aurait aucune existence politique, voire serait rayé de la carte... Qu'est-ce qu'un parti incapable de fonctionner ensemble, d'agir ensemble et même de discuter ensemble... mais qui prétend trouver une solution d'unité miraculeuse par un ou une 45
candidate à la présidentielle ? Certainement pas un parti qui convient pour les luttes de notre classe.

C'est pourquoi notre plateforme refuse de se prononcer immédiatement sur la tactique électorale. Faute de véritable congrès, 45
elle propose de faire de cette conférence nationale une occasion pour discuter du fond, donc du programme, et pour trancher 45
le profil et les grandes orientations du parti dans la situation. C'est sur une base programmatique solide, communiste révolutionnaire, que les délégué.e.s à la conférence nationale pourront décider de la façon de relancer le parti et d'une tactique électorale qui tiendrait compte des possibilités, des rapports de force et de l'évolution de la situation. La tactique doit être 50
subordonnée à la stratégie et au programme, et aucune possibilité tactique ne doit être par principe exclue. 50

50 **UNE CAMPAGNE S'APPUYANT SUR LES RÉSISTANCES DE NOTRE CLASSE ET TRAÇANT LA PERSPECTIVE DU GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEUR-SE-S ET DU COMMUNISME**

Notre politique doit certes s'appuyer sur les résistances réelles de notre classe, mais elle ne doit pas s'y réduire : pour aider 55
les luttes à remporter des victoires, il faut certes y participer, les construire, les soutenir, les coordonner, mais il faut aussi 55
ouvrir une perspective politique d'ensemble, celle d'un gouvernement des travailleur-se-s, de la révolution et du communisme. Il est essentiel de montrer qu'à la politique réactionnaire du capitalisme en crise, il y a une alternative concrète et réaliste, mais exigeant une mobilisation de masse, auto-organisée de notre classe. Cela suppose à la fois de faire des propositions 60
concrètes pour les luttes immédiates, mais aussi de lancer des mots d'ordre ouvrant la perspective d'un gouvernement des 60
travailleur-se-s pour la réalisation concrète du communisme.

Dans un contexte de crise profonde du système capitaliste, il n'y a pas de marge de manœuvre pour des politiques réformistes qui améliorent sensiblement les conditions de vie des travailleurs/ses dans le cadre du système. Les prétendues solutions antilibérales ont partout échoué, comme l'a montré de façon particulièrement crue l'exemple de Syriza en Grèce : malgré un soutien massif du prolétariat et de la population, Tsipras a honteusement capitulé devant les capitalistes grecs et les grandes puissances impérialistes de l'UE. La satisfaction de nos revendications exige d'en finir avec les institutions capitalistes et de mettre en place de nouvelles institutions qui bâtissent un nouveau mode de production sur la base duquel pour- 65

1 ront émerger de nouveaux rapports sociaux qui nous débarrasseront de l'exploitation capitaliste et des oppressions. C'est 1
pourquoi nous sommes révolutionnaires, c'est-à-dire pour la révolution communiste, qui passe par la prise du pouvoir par les 1
travailleurs/ses, l'expropriation des capitalistes, et la pleine souveraineté des travailleurs/ses sur les moyens de production, 1
sur le travail et sur l'investissement.

5 **UNE CAMPAGNE POUR PRÉPARER NOTRE CLASSE À AFFRONTER UNE SITUATION POLITIQUE DIFFICILE** 5 **ET POUR CONSTRUIRE LE NPA COMME PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS/SES**

10 Chacun-e peut observer que la situation est globalement dominée par une offensive capitaliste et l'accentuation des ten- 10
dances réactionnaires. Avec Macron, le libéralisme autoritaire se renforce et s'enracine, ouvrant la voie à une possible victoire 10
de Le Pen. Des résistances massives s'expriment, comme l'ont illustré la mobilisation des gilets jaunes ou celle contre la ré- 10
forme des retraites. Mais elles se heurtent aux directions réformistes qui les freinent et collaborent avec le pouvoir. Elles ne 10
peuvent pas non plus compter sur un parti révolutionnaire implanté dans la classe.

15 La politique de subordination au réformisme ne peut conduire à court-terme qu'à des succès illusoire (au mieux) et à 15
moyen-terme à des défaites amères qui préparent le terrain à l'extrême-droite. En ce sens, la constitution de listes communes 15
aux élections régionales avec LFI sur le programme de LFI est une faute grave et une politique avec laquelle il faut rompre. Les 15
révolutionnaires ne sauraient sous aucun prétexte renoncer à défendre leur programme, qui est distinct de celui du réfor- 15
misme et au fond opposé à lui. Cela n'exclut pas, bien sûr, et même bien au contraire, une politique active et audacieuse de 15
front unique. Cela n'exclut pas de possibles alliances électorales, mais celles-ci ne peuvent en aucun cas être des alliances 15
programmatisées.

20 Notre campagne doit donc être l'occasion de construire le NPA comme un parti communiste révolutionnaire, s'adressant en 20
priorité aux catégories les plus exploité-e-s et opprimé-e-s de la population et à toutes celles et ceux qui ont été au cœur des 20
luttres contre la politique de Macron et du patronat : travailleur-se-s victimes de licenciement, gilets jaunes, salarié-e-s de la 20
RATP, de la SNCF, de Total, de la La Poste, salarié-e-s de l'Éducation Nationale, lycéen-ne-s, jeunes racisé-e-s, femmes se mo- 20
bilisant pour l'égalité réelle, LGBTI militant-e-s écologistes, zadistes, etc.

25 **POUR L'ABROGATION DE TOUTES LES CONTRE-RÉFORMES MACRON** 25

30 Nous nous positionnons pour l'abrogation pure et simple de toutes les contre-réformes de Macron et nous ciblons notam- 30
ment : loi travail n° 2, la réforme des retraites, la réforme de l'assurance chômage, la réforme du lycée, du bac et de Parcour- 30
sup, la loi Sécurité globale, la privatisation de la SNCF, l'ouverture à la concurrence dans le secteur ferroviaire, etc. Cela ouvre 30
la logique plus large de l'abrogation des contre-réformes déjà engagées par les gouvernements précédents et qui procèdent de 30
la même logique.

POUR UNE GESTION DES CRISES SANITAIRES EN FONCTION DES INTÉRÊTS DE LA POPULATION

35 La crise sanitaire a montré la faillite du capitalisme : en dépit de certaines déclarations, notre santé est restée subordonnée 35
à la défense des profits. Des mesures de «confinement » ont été prises de façon désordonnée pour éviter la catastrophe sani- 35
taire, mais les choix fondamentaux n'ont pas été remis en cause. C'est pourquoi nous mettons en avant la levée immédiate des 35
brevets sur les vaccins, l'expropriation des grands groupes pharmaceutiques, un investissement massif dans la recherche 35
publique, des embauches massives et des revalorisations salariales dans les hôpitaux. La crise sanitaire a aussi révélé la né- 35
cessité de satisfaire les mêmes revendications concernant l'investissement, les embauches et les revalorisations dans l'édu- 35
cation, de la crèche à l'université.

POUR QUE LES GRANDES ENTREPRISES PAIENT LES IMPÔTS ET LES COTISATIONS **SOCIALES QU'ELLES DOIVENT ET POUR UNE RÉFORME FISCALE RADICALE**

45 Les mêmes qui ne cessent de pointer les prétendues "assisté-e-s", "profiteur-se-s du "système"", etc. sont au service des 45
véritables profiteur-se-s, les grands patrons, les grands groupes capitalistes et les classes les plus riches, qui paient toujours 45
moins d'impôts et de cotisations sociales, creusant les déficits qu'ils demandent ensuite à nous les salarié-e-s et les em- 45
ployé-e-s, de renflouer en se serrant la ceinture.

50 Nous nous positionnons pour que les entreprises ne payant pas leurs cotisations sociales soient sanctionnées et, si cela se 50
répète, exproprié-e-s, pour la suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales et pour l'investissement des 50
sommes dégagées (car l'État compense en partie ces exonérations avec l'argent des impôts) dans le recrutement de salarié-e-s 50
dans des entreprises publiques et la fonction publique, pour la hausse du taux d'imposition sur les grands groupes capita- 50
listes et la suppression de toutes les niches et astuces leur permettant de contourner les impôts qu'ils doivent payer, pour la 50
hausse du taux le plus élevé de l'impôt sur le revenu, et pour une progressivité beaucoup plus marquée, pour la suppression 50
de la TVA, impôt le plus injuste, qui frappe autant les plus pauvres que les plus riches.

55 Nous savons bien que ces mesures ne peuvent pas être réalisées dans le cadre du capitalisme sans conduire à une banque- 55
route, mais nous les défendons précisément comme des mesures transitoires, qui à la fois parlent largement à notre classe et 55
montrent la nécessité de rompre avec le capitalisme et de se battre pour un gouvernement des travailleur-se-s.

60 **POUR UN VRAI PLAN DE MOBILISATION GÉNÉRALE POUR STOPPER LA** 60 **POLITIQUE DU PATRONAT ET DE SON GOUVERNEMENT**

60 Notre campagne défendra la nécessité d'une grève générale massive, prolongée et auto-organisée pour faire enfin reculer 60
les patrons et les gouvernements à leur service. Elle devra exprimer le ras-le-bol des journées d'ac- 60
tion bidon, des mobilisations séparées profession par profession, catégorie par catégorie, des mani- 60
festations sans lendemain. Tout cela ne fait que démoraliser celles et ceux qui y participent.

65 Nous interpellons inlassablement les autres partis prétendant défendre les intérêts des travail-

1 leurs/ses et les directions syndicales pour leur proposer de préparer un vrai plan de bataille pour gagner, ce qui suppose : de 1
 décider ensemble ; de créer à la base des comités de préparation de la grève générale d'organiser des réunions publiques ; des 1
 meetings pour la populariser ; d'organiser des réunions partout dans les entreprises, les lieux de travail et les quartiers pour 1
 préparer la grève générale à la base.

5 **POUR LA NATIONALISATION SOUS CONTRÔLE OUVRIER DES GRANDS GROUPES QUI SUPPRIMENT 5**
DES EMPLOIS ! POUR LA SOCIALISATION DES GRANDS MOYENS DE PRODUCTION !

Avec la crise, les licenciements et les suppressions d'emplois se multiplient. Il ne s'agit pas de « faire payer les capitalistes » 1
 en faisant croire qu'ils pourraient maintenir les emplois sans être abreuvés de subventions publiques (payées, d'une façon ou 1
 d'une autre par les travailleurs/ses). Il ne s'agit pas de décréter une impossible « interdiction des licenciements » dans le cadre 10
 du capitalisme. Il s'agit de se battre pour la nationalisation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises qui suppriment des 10
 emplois. C'est en s'attaquant à la propriété capitaliste qu'on peut garantir au mieux le maintien des emplois et des salaires.

Au-delà de ces nationalisations « défensives », nous nous battons pour la socialisation des grands moyens de production, 15
 sur la base de laquelle nous pourrions construire un nouveau mode de production, débarrassé de l'exploitation capitaliste, et 15
 capable de satisfaire les besoins sociaux. Nous ne faisons pas de propagande abstraite, mais nous avançons ces mots d'ordre 15
 de façon fractionnée, en tenant compte de la situation et de l'esprit des masses, pour qu'ils soient saisissables à une large 15
 échelle, comme sur l'exemple de l'expropriation des trusts pharmaceutiques en lien avec la crise du Covid, ou bien des entre- 15
 prises qui prétendent fermer ou licencier, ou encore celles qui ont été si massivement subventionnées par le plan du gouver- 15
 nement face à la crise qu'il apparaît sensé à une large échelle qu'elles deviennent publiques.

20 **EN FINIR AVEC LA SUBORDINATION DE NOS EXISTENCES AU CAPITAL : 20**
UN STATUT ÉMANCIPATEUR POUR TOUTES ET TOUS !

Il faut en finir avec la précarité qui conditionne notre survie au bon vouloir du capital. Chacun.-e doit bénéficier d'un statut 1
 qui lui assure une place dans la division sociale du travail, qui lui garantit un revenu lui permettant de satisfaire ses besoins 25
 fondamentaux, et qui lui permette de décider des grands choix économiques (quoi et comment produire). Il faut pour cela en 25
 finir avec les institutions capitalistes (propriété capitaliste, marché du travail, marché du crédit...) et mettre en place une vé- 25
 ritable démocratie économique.

Dès aujourd'hui, nous défendons l'extension de la sécurité sociale à un certain nombre de besoins fondamentaux (alimen- 30
 tation, logement, presse...). Par la cotisation sociale et une gestion démocratique de nouvelles caisses de sécurité sociale, 30
 nous pourrions satisfaire les besoins de chacun.-e et financer des unités productives non capitalistes. Ces revendications sont 30
 antagoniques avec la logique du capital : pour que ces nouvelles formes de production puissent pleinement se déployer, il 30
 faudrait qu'elles se substituent aux entreprises capitalistes, et non qu'elles cohabitent avec elles. En ce sens, il ne saurait s'agir 30
 d'imaginer qu'il y aurait une solution gradualiste pour sortir du capitalisme : il s'agit donc ici d'avancer un axe qui permette 35
 de jeter un pont entre des revendications immédiates justes, mais souvent fractionnées et sans perspective avec l'objectif du 35
 communisme.

POUR L'ANNULATION DE TOUTE LA DETTE PUBLIQUE

Avec la crise du Covid, le déficit et la dette publics se sont envolés en 2020. L'idée à la mode chez les réformistes est l'annu- 40
 lation de la partie de la dette publique détenue par la Banque centrale. C'est une diversion que nous dénonçons : cette partie 40
 de la dette ne coûte rien à l'État. En effet, l'État étant actionnaire de la banque centrale, les intérêts qu'ils versent à la banque 40
 centrale lui sont reversés par celle-ci ! C'est l'annulation de toute la dette publique que nous revendiquons, en premier lieu la 40
 dette détenue par les plus riches via les institutions financières. Avec pour contrepartie la dévalorisation de l'épargne des 40
 parasites qui s'enrichissent sur notre dos. L'annulation de la dette publique aurait donc la vertu de s'attaquer aux patrimoines 40
 financiers indécents de plus riches et de libérer de l'argent public pour couvrir les besoins sociaux.

45 **POUR UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE QUI ROMPT AVEC LE PRODUCTIVISME 45**

La question écologique est centrale : le capitalisme menace directement notre survie. Nous assumons une rupture claire 50
 avec l'héritage du productivisme qui a longtemps dominé au sein du mouvement ouvrier. Notre priorité ne peut pas être le 50
 développement des forces productives pour consommer le plus possible. Elle est de faire décroître la consommation d'énergie 50
 et de matières premières, de mettre fin aux gaspillages, pour mettre fin aux dérèglements et permettre la reproduction de 50
 l'écosystème. Elle est de subordonner le déploiement des technologies à la préservation de l'écosystème, et par là même de 50
 notre santé.

Il faut pour cela rompre avec le capitalisme et planifier l'économie, pour avoir la pleine maîtrise des moyens de production. 55
 Il faudra réorganiser l'économie sous le contrôle des travailleur-se-s, reconvertir les industries polluantes, supprimer l'utili- 55
 sation des pesticides mortifères, réduire les transports inutiles en relocalisant dès que c'est possible la production, dévelop- 55
 per les transports collectifs gratuits, abolir la publicité.

POUR AMÉLIORER LA SITUATION DES FEMMES, SOCIALISER CERTAINES TÂCHES DITES « REPRODUCTIVES »

En plus de nos positions classiques pour l'égalité entre hommes et femmes, hétérosexuel-le-s et LGBTI, nous proposerons 60
 la socialisation de tâches dites « reproductives » qui pèsent surtout sur les femmes et participent de leur oppression. Nous 60
 mettons en avant notamment les revendications suivantes : la création massive de crèches publiques et gratuites ; le recrute- 60
 ment du personnel éducatif nécessaire pour assurer dans de bonnes conditions des heures d'études à tou-t-e-s les élèves ; la 60
 création de restaurants publics, partout, en commençant par les quartiers populaires. Et nous proposons d'engager une ré- 60
 flexion pour voir comment aller plus loin dans cet objectif.

65

1 UNE CAMPAGNE OFFENSIVE CONTRE L'ISLAMOPHOBIE

Nous combattons le racisme sous toutes ses formes, qu'il vise les gens en fonction de leur couleur de peau ou de leur religion réelle ou supposée. Les attaques islamophobes s'intensifient contre la composante la plus exploitée de notre classe. Elles cherchent à empêcher l'unité du prolétariat en fabriquant un clivage « identitaire » et en faisant croire au prolétariat « blanc » que son intérêt est de s'unir à la bourgeoisie face au prolétariat étranger ou d'origine étrangère. Nous nous opposons aussi fermement à l'antisémitisme qui, malheureusement, se développe dans certaines franges de notre classe. Nous exigeons la régularisation immédiate de tou-t-e-s les sans-papiers et l'égalité réelle entre Français et étrangers résidant en France, notamment pour l'accès à l'emploi, les droits politiques et sociaux.

10 POUR UNE VÉRITABLE DÉMOCRATIE, VERS UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEUR-SE-S

Le fonctionnement politique actuel n'est pas réellement démocratique. On élit pour 5 ou 6 ans des gens (président-e, député-e-s, maire, etc.) qui, une fois élu-e-s, peuvent décider ce qu'ils veulent, même contre la volonté de la majorité de la population. De fait, les réformes réalisées depuis 40 ans montrent que ce sont au fond toujours les grands groupes capitalistes et les plus riches qui décident via leur personnel politique, qu'il soit de droite, d'extrême-droite ou prétendument de gauche. La révolte des GJ a eu bien raison de souligner ce point et il faut aujourd'hui passer à la pratique. ça suffit ! C'est à la majorité, c'est-à-dire à celles et ceux qui travaillent et produisent toutes les richesses de ce pays de décider.

La fonction de président doit être abolie : le mandat de Macron a confirmé de façon éclatante à quel point il est antidémocratique et dangereux de confier autant de pouvoir à un seul homme sans aucune possibilité de contrôle pour le peuple. Le Sénat doit être supprimé. Les député-e-s, maires, conseillers régionaux, etc. doivent être soumis au contrôle régulier des électeurs, avec un vote révocatoire organisé régulièrement, par exemple tous les 6 mois, percevoir le salaire moyen d'un ouvrier ou d'un employé, etc.

Ces mesures seraient bien sûr insuffisantes et ne nous défendons bien sûr pas une 6e République bourgeoise, contrairement à Mélenchon. Mais elles permettent de dialoguer avec les aspirations de larges franges de notre classe et de poser ainsi concrètement la question d'un pouvoir des travailleur-se-s, seule à même de réaliser l'exigence d'une véritable démocratie.

25 POUR UNE RUPTURE ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE AVEC L'UE

Le communisme, c'est le pouvoir des travailleurs/ses sur leur vie, à tous les niveaux. Mais il ne suffit pas de poser les grands principes d'une économie communiste, il faut également ne pas esquiver la discussion sur les moyens pour qu'une transition communiste soit viable dans un environnement hostile (en interne et en externe) : contrôle strict des mouvements de capitaux et des échanges extérieurs, émission d'une nouvelle monnaie contrôlée par les travailleurs/ses, rupture immédiate avec l'Union européenne, autant de mesures concrètes qui ne peuvent être esquivées si la question du pouvoir est posée sérieusement. Cette orientation n'a rien de nationaliste, elle s'articule au contraire avec une politique anti-impérialiste qui viserait à rompre l'isolement et à construire des alliances pour étendre le processus révolutionnaire de sortie du capitalisme, qui ne peut s'entendre qu'à l'échelle internationale, sans quoi toute la révolution est vouée à l'échec.

35 POUR L'INTERNATIONALISME

Notre internationalisme doit aussi s'exprimer par des campagnes et des actions de soutien aux peuples opprimés par l'impérialisme et aux organisations et militant-e-s réprimé-e-s du mouvement ouvrier et démocratique, avec, notamment l'actualité brûlante de la lutte palestinienne, des mouvements au Chili, Pérou et Colombie, etc. . Au-delà, nous devons reprendre la discussion sur la nécessité de reconstruire une véritable internationale révolutionnaire défendant un programme communiste et respectueuse du droit de tendances et de fractions qui permet l'élaboration des orientations, la confrontation des idées et la diversité d'expériences.

45 [Plate-forme 4]**Présidentielle : En campagne mais sans candidat.e.****50 Faire avancer la construction d'une expression politique des exploité·es et des opprimé·es.**

Alex (Toulouse), Antoine (Montpellier), Christine (76), Côte (95), Dominique (76), Fernand (Metz), Florence (Lyon), Franck (Toulouse), Hegoa (Toulouse), Jean (Catalogne nord), Jean-Paul (Vaucluse), Josie (Catalogne nord), Olivier (Lyon), Patrick (76), Sophie (Louviers), Ugo (Montreuil)

Un des acquis de notre courant est le refus de faire de la politique une routine intemporelle ou, en positif, la nécessité de faire de la politique à partir d'une analyse de la situation et en tenant compte des rapports de force : on ne présente pas un-e candidat-e parce que c'est ce que l'on fait depuis 20 ans, parce que c'est comme cela qu'on construit l'organisation, parce que sinon on n'existerait plus, etc. Or, la situation présente nous impose une responsabilité : dans une situation marquée par une vague autoritaire et raciste qui marginalise les idées d'émancipation (même pas nécessairement révolutionnaires), quelle est la meilleure manière

1 d'employer nos (maigres) forces pour améliorer un tant soit peu le rapport de force en faveur des exploité-es et des oppri- 1
mé-es ?

Alors que l'extrême-droitisation de la société prend des dimensions de plus en plus inquiétantes - l'appel des militaires et le
soutien qu'il rencontre en sont une illustration -, l'enjeu de la présidentielle n'est ni d'abord ni surtout celui de notre candida- 5
ture, mais comment répondre à l'aspiration de millions de salarié-es et de jeunes qui cherchent à échapper au piège d'un se- 5
cond tour Macron / Le Pen. Nous devons donc porter nos efforts sur les moyens d'aider à échapper à cette catastrophe annon-
cée pour tou-ttes ceux qui ont le plus à redouter de l'extrême-droite ou de la poursuite de la politique menée par Macron.

Nous pouvons proposer d'agir utilement sur (et contre) le cadre de la présidentielle - plébiscitaire et monarchiste sous la
Vème République - tout en faisant avancer la perspective de la construction d'une nouvelle expression politique des exploi- 10
té-es et des opprimé-es. 10

**Pour se positionner sur la présidentielle, il faut partir de son enjeu et de la perception de celui-ci du côté des domi-
né-es.**

Malgré des résistances importantes, les exploité-es et les opprimé-es sont dans un rapport de force très dégradé tant sur le
plan politique et idéologique que sur celui de leurs conditions de vie à la fois sous le coup des politiques néolibérales et parce 15
qu'ils et elles sont les plus durement touché-es par les crises écologiques et sanitaires (chômage, précarité, pauvreté, aggra- 15
vation des discriminations et inégalités...). Dans ce contexte de difficultés à contrer l'offensive capitaliste, les campagnes is-
lamophobes par lesquelles le gouvernement se place délibérément en concurrence avec le RN sur le terrain du racisme et de
la xénophobie peuvent trouver un écho et servir de dérivatifs et d'exutoires aux frustrations de larges pans de la population
aux dépens des quartiers populaires et des migrant-es. La présidentielle, expression emblématique de la nature monarchique 20
de la Vème République, avec la menace d'un second tour Le Pen / Macron - ou la variante Le Pen / « n'importe quel candidat 20
de droite » dont serait exclue une nouvelle fois toute candidature se réclamant, même de manière déformée, des dominé-es,
ne peut que faire redouter une désorientation accentuée de ceux-ci et une détérioration supplémentaire de leurs capacités
de résistance.

Beaucoup comprennent qu'un tel second tour est un piège redoutable. Si son issue est incertaine, elle ne peut être que né- 25
faste : une victoire de l'extrême droite ne peut plus être exclue. Quant à une réélection de Macron, elle signifierait la poursuite 25
et l'aggravation des politiques néolibérales, du renforcement de l'État autoritaire, de l'offensive raciste et islamophobe, ren-
forçant encore le danger fasciste.

Cette menace surdétermine l'élection présidentielle, modifie le sens du vote dès le premier tour et interdit toute approche
routinière. Pour ceux qui rejettent à la fois la politique de Macron et le Rassemblement National, le premier tour ne sera pas 30
(ou de manière très marginale) l'occasion d'exprimer un choix mais apparaîtra comme la seule chance d'éliminer l'une des 30
mâchoires du piège annoncé en votant pour la candidature qui semblera la mieux placée. Dans ces conditions, une candida-
ture du NPA, fût-elle anticapitaliste ouverte, écosocialiste..., serait inaudible ou marginale donc inutile.

Il est évident que nous ne pouvons pas compter sur les responsables de la débâcle de la gauche politique pour construire la
solution. De ce point de vue, les appels à l'unité de la gauche, à un candidat unique... du PS au PCF en passant par EELV et LFI 35
sont voués à l'échec. Personne ne va rafistoler ce qui a abouti en phase finale au quinquennat de Hollande avec toutes les 35
conséquences catastrophiques, politiques, sociales, idéologiques que nous payons si cher actuellement. Et si tous ces partis
apportent des réponses social-libérales ou réformistes à la situation, force est de constater qu'ils sont traversés par des désac-
cords importants qui en font sans aucun doute des « gauches irréconciliables ».

Dès lors, à ce jour, la candidature de J-L Mélenchon occupe une place réelle qui en fait, aux yeux de beaucoup de militant-es
et d'électeur-rices de gauche se réclamant de la transformation sociale, la « moins mal » placée pour être présente au second 40
tour. Comme en 2017, elle apparaîtrait alors comme utile pour le rapport de force sur le terrain électoral. Il est encore trop tôt 40
pour savoir ce qu'il en sera au moment de l'élection et surtout il est impératif de ne pas fétichiser la consigne de vote dans un
jeu dont les dés sont pipés.

Pourtant, LFI ne répond pas au besoin d'outil politique utile. Elle a montré qu'elle ne pouvait pas en être le point de départ
ou le creuset tant sur le plan idéologique et programmatique que sur le plan organisationnel. Sans parler de la personnalité 45
de Mélenchon qui en fait un repoussoir pour de nombreux-ses militant-es. Mais pour des raisons différentes, le NPA ne consti- 45
tue pas ou plus un outil efficace. Nous ne serons utiles que si nous mettons notre engagement et les acquis de notre courant
au service de la construction d'un nouveau projet politique anticapitaliste.

Pour ce faire, nous ne devons pas nous résigner à cette situation et idéaliser une candidature comme moyen pour combler
l'absence d'une expression politique large des exploité-es et des opprimé-es autour d'une perspective émancipatrice, égali- 50
taire, écosocialiste. Et cela ne signifie pas désertir le terrain politique. Au contraire, avec toutes ceux qui cherchent une 50
solution appuyée sur les luttes émancipatrices, nous devons agir pour imposer dans le débat public quelques exigences (ré-
duction du temps de travail ; annulation de la dette ; allocation jeunes ; gratuité ; arrêt de tous les GPII ; désarmement de la
police ; lutte contre le racisme systémique ; internationalisme ; égalité des droits ; constituante...) et chercher à ce que ces 55
urgences, ou au moins certaines d'entre-elles, deviennent des enjeux politiques de la campagne. Pour que ce ne soient pas les 55
thèmes réactionnaires polarisés par l'extrême droite qui dominent.

Il s'agit donc de proposer une véritable campagne politique à mener pendant toute la période électorale. Il est urgent de
défendre publiquement cette proposition, de participer à tout ce qui peut la favoriser ou de proposer des rencontres, d'orga- 60
niser des discussions au niveau local et national avec tou-ttes ceux avec qui nous travaillons, militons, forces politiques 60
(UCL, FUIQP, Ensemble !, Peps,...), regroupements (Se fédérer, Rejoignons nous, les groupes de militant-es se posant la ques- 60
tion d'une force anticapitaliste et d'un nouveau projet de transformation), comme militant-es des différentes luttes et mouve-
ments sociaux, ceux avec qui nous faisons les campagnes en Nouvelle Aquitaine ou en Occitanie...

Si la réussite de ce projet n'est aucunement garantie, il permet au travers de cette campagne de chercher à se lier avec les
nouvelles générations d'activistes féministes, antiracistes, pour le climat... qui sont anticapitalistes, produisent de la poli- 65
tique à partir de leurs expériences propres, de la confrontation avec le pouvoir, et ont des réflexions sur les alliances. Nous 65

1 pourrions par exemple lancer la campagne lors de l'université d'été du NPA en consacrant du temps à cette initiative et en y 1
invitant des intervenant-es intéressé-es. Elle pourrait se prolonger par une initiative nationale à l'automne. Et au final, si elle
aboutissait, cette démarche pourrait se traduire par des assises anticapitalistes à l'issue de la campagne.

5 Au-delà de la difficulté sans garantie que nous connaissons à récolter les signatures et du temps militant nécessaire à cet 5
objectif, il faut enregistrer que si une candidature NPA permettrait de porter toutes nos orientations dans la campagne, elle
fermerait la porte à une campagne commune avec beaucoup de ces milieux militants sans apporter dans le contexte particu-
lier la dynamique nécessaire à la relance d'un projet de construction d'une nouvelle force ni même de reconstruction du
parti. Pour préparer l'avenir dans les meilleures conditions, il faut donc ne pas choisir la « facilité » de l'auto-affirmation, faire
l'impasse sur une candidature NPA et faire le choix, au travers de cette campagne politique de longue durée, d'une nouvelle
10 étape du rassemblement de celles et ceux qui cherchent des réponses politiques et organisationnelles pour porter un nouveau 10
projet émancipateur.

15 [Plate-forme 5] 15

20 Pour une candidature ouvrière, anticapitaliste et 20

révolutionnaire du NPA à la présidentielle

25 *Alain (Besançon), Angela (jeunes Grenoble, 69), Armelle (Asnières-Gennevilliers, 92 nord), Aurélien (Asnières-Gennevilliers, 92 nord), Aurélien (Comité cheminots, Paris), Baptiste (Grenoble, 69), Barth (jeunes 92 nord), Benoît (Comité chemi- 25*
nots, Paris), Bernard (Comité auto 92), Brenda (Comité cheminots, Paris), Bruno (Tours-Agglomération, 37), Cécilia (Santé, Strasbourg, 67), Celso (Comité Rosa Luxembourg, Nantes, 44), Clément (Comité auto 92), Coline (Lille, 59), Damien (Cheminot, Lille, 59), 25
David (Bordeaux, 33), Françoise (Mulhouse, 68), Florent (Auto, 91), Florès (93), Gaël (Metz, 54), Gaël (La Poste, 92 nord), 25
Hélène (Paris), Hubert (Limoges, 87), Isabelle (Strasbourg, 67), Laura (jeunes Le Mans, 72), Maria (La Poste, Paris), Marie-Hé- 25
lène (Rouen, 76), Mathilde (Nanterre, 92 nord), Mathilde (Travail social, 92 nord), Mina (Nanterre, 92 nord), Nicolas (Caen), 25
Pauline (Comité cheminots, Paris), Philippe (Toulouse), Raphaël (Marseille), Régis (Cléon, 76), Selma (Jeunes, Paris), Sté- 30
phane (Evry, 91), Thierry (Nathalie le Mel, Guingamp, 22), Vanessa (Nanterre, 92 nord), Victor (jeunes, 92 nord), Xavier (La 30
Poste, 92 nord), Yann (La Poste, 92 Nord), Zara (Comité cheminots, Paris).

35 La conférence nationale du NPA doit décider de présenter une candidate ou un candidat du NPA à l'élection présidentielle 35
de 2022, issu du monde du travail et qui en représente les intérêts généraux, anticapitalistes et révolutionnaires. C'est-à-dire
décider du programme et des axes politiques privilégiés de cette apparition, décider du candidat ou de la candidate et des
démarches et efforts nécessaires pour l'obtention des 500 parrainages. Dans une situation économique, sociale et politique
profondément bouleversée – à l'échelle mondiale – par les conséquences de la gestion capitaliste de la crise sanitaire que
nous vivons depuis plus d'un an, et dont bien des développements sont devant nous, les pires contre les classes populaires
comme les meilleurs si elles poussent et coordonnent leur révolte, nos perspectives de révolutionnaires doivent résolument
40 s'afficher. La présidentielle donne l'opportunité de le faire à une très large échelle. 40

EN GUISE DE PRÉAMBULE, SUR LA SITUATION ET NOS OBJECTIFS

45 Nous sommes confrontés à une situation internationale, avec déclinaisons évidemment diverses selon les pays, où la faillite 45
du système capitaliste à satisfaire les besoins de l'humanité – près de huit milliards d'individus – explose sous la forme d'une
polarisation extrême entre une immense masse de prolétaires d'un côté, une poignée de super-nantis de l'autre. Sous la forme
aussi d'une surexploitation et précarisation du travail humain, qui est le pendant du grossissement de l'armée industrielle de
réserve, et qui s'accompagne d'une multitude de formes d'oppressions et de guerres engendrées par les appétits impéria-
listes.

50 Depuis quelques années, avant même le déclenchement de la pandémie et sans que celle-ci n'y mette un terme, des révoltes 50
politiques et sociales d'ampleur secouent le capitalisme, les unes après les autres ou les unes séparées des autres – sans
qu'une perspective révolutionnaire internationale ne s'en dégage. Il est urgent et de notre devoir que le courant, commu-
niste-révolutionnaire, trotskyste, doté d'un programme d'indépendance politique de classe pour le prolétariat, porté en ordre
dispersé par bien des individus et des groupes sur la planète, s'affirme et s'affiche. Un pôle révolutionnaire doit surgir, face
55 aujourd'hui à l'inanité des illusions institutionnelles des partis traditionnels de la bourgeoisie, de droite comme de gauche, 55
face aux apprentis caudillos d'extrême droite à la Trump, Bolsonaro... ou Marine Le Pen. Partout, la bourgeoisie renforce à des
degrés divers les rouages coercitifs de ses appareils d'État. La force reste le premier agent économique, Marx ne s'y était pas
trompé, à laquelle les exploités et opprimés ne peuvent opposer que leur propre force, celle de leurs mobilisations, pour résis-
ter, passer à l'offensive jusqu'à imposer leur propre pouvoir.

60 Que pourrions-nous dire et retransmettre, nous les révolutionnaires ici en France dans la campagne des présidentielles à 60
venir, d'expériences et d'acquis politiques qui sont ceux de plus d'un siècle de mouvement communiste international et qui
s'imposent aujourd'hui par leur actualité ? La situation concrète du moment nous le dira, à condition que déjà nous nous en-
gagions à porter ce programme d'indépendance de classe, un programme révolutionnaire, loin de
tous les mensonges institutionnels dits de gauche ou franchement réactionnaires.

65 Pour ce qui nous concerne dans l'immédiat, ici et maintenant : si les candidats des principaux 65
partis politiques ne sont pas tous fixés, nous savons qu'il est improbable qu'une « candidature des

1 luttes » voit le jour et que le profil des partis de la gauche, « radicale » ou pas – PS, EELV, LFI, PCF –, reste étroitement et/ou 1
 principalement borné aux institutions et intérêts économiques bourgeois. Notre candidature à la présidentielle, qui affirmera 1
 notre programme anticapitaliste et révolutionnaire pour les mois à venir auprès d'un très large milieu populaire, doit se faire 1
 en toute indépendance de cette gauche ou « gauche de la gauche » institutionnelles. Pour le NPA, la campagne de la présiden- 5
 tielle ne peut pas, dans son contenu et sous prétexte de faiblesse face à un danger d'extrême droite, être une réédition ni un 5
 calque de l'alliance avec la FI aux régionales que nous avons combattue en Occitanie et en Aquitaine.

10 Cette campagne aura au moins trois objectifs : dénoncer le système capitaliste, avancer quelques mesures emblématiques 10
 d'un programme pour les luttes ainsi que les moyens pour les imposer et tracer une perspective pour renverser le pouvoir des 10
 patrons et des riches : vers un gouvernement des travailleurs, seul capable d'en finir avec l'exploitation et les inégalités et 10
 d'établir une démocratie réelle c'est-à-dire ouvrière, un pouvoir de classe qui prendrait toutes les décisions tant politiques 10
 qu'économiques.

LES URGENCES DE L'HEURE

15 La stratégie patronale, du choc, n'a pas attendu un quelconque rendez-vous électoral pour tirer profit de la crise ouverte par 15
 la pandémie. Licenciements en masse, multiplication des emplois précaires y compris par échappement légal au statut sala- 15
 rié, baisse des primes et des rémunérations en général, vol de congés, pressions managériales et disciplinaires, etc. L'État a 15
 mis d'énormes moyens pour appuyer légalement cette offensive patronale et renflouer les caisses du patronat, bien davantage 15
 que pour lutter contre la pandémie.

20 Les résultats sont là : les « premiers de cordée », les « corona-profiteurs » de la guerre sanitaire ont vu leurs fortunes s'envo- 20
 20 ler en un an, les cotations boursières crèvent les plafonds. Si certains secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie sont plon- 20
 gés dans l'incertitude par la crise sanitaire devenue économique, le grand capital s'y renforce, même si l'éclatement de bulles 20
 boursières menace.

25 À chaque virage dans la crise sanitaire (premier confinement strict puis premier déconfinement), les « premiers de corvée », 25
 travailleurs avec ou sans emploi et la jeunesse ont exprimé leur mécontentement. Le spectre de la colère sociale a hanté le 25
 patronat et le gouvernement sur des questions plus directement politiques, comme la lutte contre les violences policières, le 25
 racisme ou la dérive autoritaire de l'État. La pandémie n'a donc imposé qu'une pause toute relative à un cycle engagé en 2016 25
 avec la lutte contre la loi travail de Hollande, renforcé en 2018 par la « bataille du rail », les mobilisations étudiantes, le sur- 25
 gissement des Gilets jaunes et, à partir du 5 décembre 2019, par la grève interprofessionnelle contre la réforme des retraites. 25
 Aucun de ces mouvements n'a permis d'imposer des reculs significatifs au patronat qui a continué son offensive (en repous- 30
 sant néanmoins la retraite par point, ce qui n'est pas rien), mais la lutte des classes a été remise au centre du jeu politique en 30
 faisant émerger une nouvelle génération militante.

35 Dans les mouvements sociaux d'aujourd'hui contre la vague de suppressions d'emplois largement amorcée, nous sommes 35
 face à la politique d'appareils syndicaux qui n'encouragent pas aux luttes et s'empressent bien souvent de négocier des com- 35
 promis sous prétexte de dialogue social avec le patronat (sacrifices salariaux ou augmentations des horaires sous prétexte de 35
 limiter les licenciements, projets de reprises aléatoires d'entreprises ou faux plans industriels). Ils désarment et émiettent les 35
 réactions des travailleurs en les circonscrivant aux entreprises, aux secteurs, isolés les uns des autres. Des tentatives de re- 35
 groupement des luttes existantes par des équipes syndicales ont eu lieu, auxquelles nos camarades ont participé. C'est juste 35
 à plus d'un titre, le moindre n'étant pas que des militants syndicaux de terrain (de diverses étiquettes), des organisations 35
 syndicales sont sensibles à l'idée qu'on ne peut mener à bien les luttes si elles restent confinées et prennent conscience à la 40
 40 fois du besoin de coordination et du fait que les directions syndicales ne l'impulseront pas. Aider, partout où nos militants 40
 sont en position de le faire, les organisations et les travailleurs conscients des luttes à mener, les aider à s'organiser, à se ren- 40
 contrer et coordonner leurs combats – syndiqués et non syndiqués – est une de nos tâches immédiates. C'est une des tâches 40
 essentielles des révolutionnaires aujourd'hui, qui doivent avoir confiance dans leur capacité à « parler directement » à des 40
 secteurs de la classe ouvrière qui cherchent des alternatives à la stratégie perdante des directions syndicales. C'est ce qu'ont 45
 45 pu prouver à une échelle certes encore modeste, mais néanmoins indispensable, les initiatives construites autour des salariés 45
 des TUI, par exemple pour la prochaine manifestation du 12 juin à Paris. Notre parti doit évidemment y aider, par sa propa- 45
 gande et son agitation, afin d'aller vers une riposte d'ensemble du monde du travail. Dans la France qui a connu 1936 et 1968, 45
 des situations sociales et politiques aiguës par la grève générale, cette dernière reste un scénario actuel à populariser.

50 Il en va de même à l'échelle internationale, où des mouvements de masse et des affrontements durs avec les pouvoirs en 50
 place se poursuivent et se multiplient. La Colombie et la Palestine s'ajoutent aujourd'hui à l'Algérie, la Birmanie, l'Inde, la 50
 Biélorussie, au Sénégal, au Chili et Liban... Chacun a ses particularités liées à la situation locale, mais il s'agit chaque fois de 50
 luttes longues, déterminées, aux avant-postes desquels se trouvent les classes populaires et la jeunesse, et particulièrement 50
 les femmes ; des mouvements mettant en cause les inégalités galopantes et réclamant une démocratie réelle « par en bas », 55
 refusant les replâtrages institutionnels. Ces mouvements, d'une intensité et massivité plus grandes que ce que l'on a connu 55
 ces dernières années en France, ouvrent des situations politiques nouvelles. Donnent une nouvelle actualité au clivage ré- 55
 forme ou révolution : faute de perspectives et d'organisations qui tentent d'ouvrir une voie indépendante pour les exploités et 55
 les opprimés, les impasses politiques institutionnelles habituelles prennent le dessus. Sans parler de la répression, voire des 55
 coups de force militaires. Les révolutionnaires peuvent avoir une intervention décisive dans de telles situations, s'ils aident 55
 le mouvement à aller au bout de ses possibilités, s'ils aident les travailleurs à en disputer la direction aux appareils syndicaux 60
 et politiques « de gauche » ou populistes en tout genre, tout en étant capables d'écouter, de s'appuyer sur la force et la sponta- 60
 60 nété de notre classe en mouvement.

De telles situations ne se produisent pas sur commande, et nous ne basons pas une politique sur des pronostics quant à la 65
 prochaine explosion sociale, par définition impossible à anticiper. Mais nous nous y préparons en permanence, en utilisant 65
 toutes les tribunes, y compris électorales, pour défendre nos orientations.

1 COMMENT CONTRER LA MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE ?

Le Rassemblement national a une audience dans le monde du travail, qui fait sa spécificité par rapport aux partis qui se sont succédé au pouvoir. Il nous faut non seulement combattre pied à pied les préjugés racistes, sexistes et xénophobes que le RN suscite et amplifie dans notre classe, mais également dénoncer l'illusion que ce parti, intimement et historiquement lié à des hommes et des intérêts bourgeois, pourrait freiner la régression sociale généralisée. Il se prétend parfois « anti-système » mais applaudit la pire des institutions de la République, à savoir son armée et ses généraux lorsqu'ils se prétendent candidats à rétablir l'ordre par un putsch. L'appauvrissement des travailleurs et d'une partie de la petite bourgeoisie, engendré par la paralysie économique sous pandémie, peut faire craindre que, bien davantage qu'en 2017, une partie des classes populaires soit tentée de voter pour la « facho » pour faire barrage au « banquier », ou « pour la solution qu'on n'a jamais essayée ». Erreur funeste évidemment : des figures d'extrême droite ont accédé au pouvoir ces dernières années en Inde, au Brésil, en Indonésie, en Hongrie, en Turquie, en Autriche, en Italie et bien sûr aux États-Unis, pour poursuivre et aggraver l'offensive patronale dans tous ces pays. Sans parler de leur gestion mortifère de la pandémie.

Macron et ses alliés possibles, de gauche et de droite, se présentent comme un rempart face au RN. De LREM au RN, en passant par Les Républicains, c'est pourtant depuis des années l'odieuse surenchère raciste et sécuritaire, mue par les concurrence politiciennes pour capter un électorat réactionnaire ou aveuglé, mais servir aussi une politique patronale de division des travailleurs. Si l'extrême droite n'est pas au pouvoir, les gouvernements antérieurs et l'actuel en ont repris une partie du discours, et une plus grande partie encore des méthodes sécuritaires et répressives contre celles et ceux qui contestent leur politique. En imposant des méthodes et des législations plus musclées, en vantant les exploits policiers, en surenchérissant dans l'islamophobie, le gouvernement actuel banalise les tentations fascistes et s'avère être le meilleur recruteur du RN, un allié de ce dernier dans sa stratégie de « dédiablement ». Hollande et Valls ont largement ouvert la voie à Macron.

Ce discours transpire jusqu'au sein de la gauche institutionnelle qui demande des frontières protégeant « la France » de l'immigration. Alors elle peut bien réclamer une police plus républicaine ou de proximité, et une armée qui abandonnerait toute tentative politique. Comme si ladite armée n'agissait pas en maintien de l'ordre impérialiste, aujourd'hui spectaculairement en Afrique, et pourquoi pas demain en France si le système capitaliste se sentait menacé ?

La « polarisation » politique actuelle, où seuls semblent s'opposer électoralement des camps réactionnaires, est le résultat des reniements de la gauche au pouvoir. De 40 ans de politiques antisociales. La politique de Mitterrand et ses alliés communistes, d'austérité contre les travailleurs et les plus pauvres au nom du « socialisme », avait permis au FN d'entrer avec fracas sur la scène politique. Jospin et son gouvernement de gauche plurielle (dont Mélenchon était secrétaire d'État et où le PCF avait quelques ministres) avaient permis que le FN accède pour la première fois au second tour d'une présidentielle. Enfin le quinquennat de Hollande et de ses alliés Verts a mis la fille Le Pen sur orbite, lui permettant de battre des records en nombre de voix.

Dans cette élection présidentielle à venir, et au-delà, il faudra convaincre le monde du travail que l'extrême droite, son ennemie mortelle, ne se combat pas dans les urnes mais par l'unité de classe dans les luttes, parfois en s'affrontant majoritairement à elle, travailleurs avec ou sans papiers, par-delà les statuts et les nationalités ; et qu'a fortiori elle ne se combat pas par une union électorale entre partis de gauche, ni par un cartel électorale entre partis éclopés et discrédités par leurs politiques passées. Qui d'autre que nous, les révolutionnaires (Lutte ouvrière et le NPA), pourra faire entendre dans la campagne électorale cette voix-là ? La voix des luttes et elles seules, contre une future austérité, de droite ou « de gauche » voire « écolo EELV » ? Voilà pourquoi nous regrettons qu'une fois de plus les révolutionnaires partent en ordre dispersé lors de ces élections. Nous sommes loin de répondre aux responsabilités qui sont les nôtres dans une telle période.

40 GAUCHE « RADICALE » OU PAS, TOUJOURS INSTITUTIONNELLE

Au pouvoir, la gauche (si le terme a un sens) a mené la même politique que Macron, qui en est lui-même issu. Les partis de la gauche dite « radicale » (si le terme a davantage de sens), le PCF ou la FI, ne sont probablement pas perçus par nombre de travailleurs de la même façon que le PS et ses potentiels alliés et néanmoins rivaux, les Verts. Si le PC a aujourd'hui perdu beaucoup de sa base ouvrière, si Mélenchon semble perdre de l'aura électorale, il n'en reste pas moins que les milieux PC et LFI sont parmi ceux que nous côtoyons dans l'activité militante, avec lesquels nous partageons des combats. Pour améliorer le rapport de force, une préoccupation de « front unique » nous amène évidemment à chercher des alliances avec tout ou partie de leurs organisations, militants ou sympathisants, dans des luttes aux objectifs précis. Les objectifs de ces luttes font aussi partie du débat, si ce n'est du combat, et nous avons à préserver une délimitation programmatique et stratégique. Frapper ensemble, quand c'est possible, mais marcher séparément, car ça l'est presque toujours ! C'est dans les tournants épineux qu'on voit la nature réelle de ces courants : leur solidarité avec les institutions et le cadre de l'État capitaliste ne fait pas de doute. En 2015, à la suite des attentats de Daech, PCF et Verts ont voté en faveur de l'état d'urgence. Plus récemment, en mars 2020, une Assemblée nationale unanime s'est exprimée en faveur d'aides publiques historiques de 450 milliards au grand capital. Macron avait adopté un discours martial et déclaré « nous sommes en guerre ». Dans ce contexte, ce sont bien des crédits de guerre sociale, accordés au patronat, que la gauche parlementaire unanime a votés. Dès qu'il s'agit « d'union nationale », en réalité de serrer les rangs derrière le grand patronat « français » et ses profits, c'est jusqu'au PCF et à la FI (et même Ensemble) qu'on répond présent.

C'est l'honneur du NPA de n'avoir jamais cédé à ces sirènes, et d'avoir défendu des positions de classe indépendantes de la bourgeoisie et opposées à toute union nationale, à nouveau cette année dans la crise sanitaire. Seule l'extrême gauche révolutionnaire, principalement Lutte ouvrière et d'autres organisations trotskystes ou libertaires plus petites, a tenu les mêmes positions. C'est cette indépendance qu'il faut faire vivre dans la future campagne, à l'opposé des compromissions qui ont entraîné certains camarades du NPA derrière la FI dans des campagnes communes aux municipales puis aux régionales (en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie), dans une « logique » qu'il faut bannir pour la présidentielle.

65 Il faut une candidature du NPA, en toute indépendance de tous ceux qui, au nom de la gauche, ont

1 mené avant Macron puis en partie avec lui, la politique anti-ouvrière que nous connaissons, ou de ceux qui parlent de rénover 1
la gauche, voire de la verdir, mais n'ont rien d'autre à offrir que les mêmes vieilles et désespérantes impasses. D'où l'absolue
nécessité que le NPA présente sa candidature ouvrière, anticapitaliste et révolutionnaire.

5 UN ENJEU POUR LE NPA AUSSI 5

Une campagne présidentielle est un moment important pour la diffusion de nos idées auprès d'un public bien plus large que
les milieux que nous touchons par nos activités habituelles. Elle va aider à la construction du NPA : recrutement sur la base
de sa propagande et de son agitation ; impulsion d'activités de campagne qui peuvent devenir des activités régulières pour les
comités (vers les lieux de travail, la jeunesse, les quartiers populaires et les collectifs de lutte dont on peut se faire porte-pa-
roles des intérêts spécifiques) ; mais surtout à l'identification du NPA sur un profil. Une campagne réussie peut porter ses
fruits, avoir l'objectif de renforcer numériquement et politiquement notre organisation, dans la perspective de la construc-
tion d'un parti révolutionnaire. De manière déformée c'est l'expression du rapport de force et elle y participe également.
L'enjeu est important, il mérite que l'organisation et ses sympathisants se rassemblent pour cet effort. Sachant que le pro-
blème n'est pas (ou pas seulement) la candidate ou le candidat mais, en tout premier lieu, le contenu politique de notre cam-
pagne, son programme et les axes qui en découlent. Voilà pourquoi les camarades qui se sont soit trop engagés avec la FI ou
en extériorité du NPA pourront difficilement rassembler largement le parti. C'est bien dans ce cas de figure que la candidature
d'Olivier Besancenot serait la plus à même de répondre à ce besoin.

La Conférence nationale devra évidemment aborder la question du ou de la camarade en situation de porter cette candida-
ture. La meilleure façon de procéder serait de commencer par mettre en avant et publiquement un collectif de « porte-pa-
roles », non pas de « pré-candidats » qui se bousculeraient pour une primaire et seraient mis en concurrence, mais une équipe
d'animatrices et d'animateurs des luttes, de différents âges, régions et secteurs, notamment d'entreprises, qui pourraient
chacune et chacun représenter le NPA à la présidentielle. Notre parti ne manque pas de « candidatEs » capables de tenir tête
aux politiciens de la bourgeoisie. Une décision collective sur le choix du ou de la « présidentielle » interviendrait dans un
second temps, comme en 2012, même s'il ne faut pas tarder.

25 QUELLE CAMPAGNE POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES ? 25 (UNE ESQUISSE D'IDÉES ET REVENDICATIONS, IMMÉDIATES ET TRANSITOIRES)

Dénoncer la faillite capitaliste

30 La pandémie a mis en évidence l'incapacité du système capitaliste à répondre aux enjeux vitaux pour l'humanité. Si les 30
gouvernements ont essuyé l'essentiel des critiques, leur politique commune d'austérité imposée aux services publics dont au
premier chef la santé, et de largesses offertes au grand patronat montrent les intérêts de classe qu'ils servent. Les pénuries
criantes de masques, de tests, de vaccins, qui ont entraîné des hausses de prix spectaculaires aux moments où ils étaient le
plus nécessaires, condamnent la production capitaliste, uniquement guidée par le profit. Il en va, ne serait-ce qu'en France,
de plus de 100 000 morts et d'un nombre incalculable de victimes collatérales.

35 À l'heure où il est urgent de vacciner le plus rapidement possible toute l'humanité, les brevets sont un obstacle inadmis- 35
sible. Il faut les lever. Mais pour que le vaccin devienne réellement un « bien public de l'humanité », il faudra imposer l'expro-
priation du « Big pharma », les réquisitions nécessaires de chaînes de production, plateformes logistiques et centres de santé
pour les administrer aussi vite que possible, au mépris de l'enrichissement des actionnaires. Un tel effort exceptionnel à
l'échelle de la planète ne peut aboutir que s'il repose sur la mobilisation consciente et active des travailleurs de ces secteurs
et s'organise sous leur contrôle.

40 D'un côté, le chômage de masse, du fait de la politique de terre brûlée du grand capital qui licencie et se replie sur ses actifs 40
financiers comme « valeurs refuges », de l'autre, la grande misère des services essentiels, la santé, l'éducation, les transports,
La Poste, la culture, le logement. Il faut des millions d'embauches pour des services publics de qualité et gratuits. Il faut
prendre sur le capital accumulé par la classe capitaliste, dont la partie concentrée dans les banques et les circuits financiers.
Ce qui ne peut résulter que d'un affrontement social d'ampleur pour faire plier politiquement les milliardaires.

45 Les conséquences sociales de la crise se font déjà sentir durement parmi les travailleurs les plus pauvres et les jeunes des 45
milieux populaires. L'appétit patronal n'a pas de limites et peut emmener toute la société dans les abîmes. Dans ce contexte,
les tentatives gouvernementales de fuite en avant réactionnaire, raciste et sécuritaire pour détourner l'attention, diviser notre
classe, faire taire les contestations par la répression et concurrencer l'extrême droite sur le terrain électoral sont particuliè-
rement dangereuses et irresponsables, d'autant qu'elles sont alimentées par l'évolution de la situation internationale.

50 Les tensions croissantes entre grandes puissances, le retour d'un certain protectionnisme, la guerre menée par les pays 50
riches aux réfugiés, les expéditions militaires impérialistes qui s'enchaînent (notamment de la France en Afrique) et la fai-
blesse, l'abandon ou la capitulation pure et simple de toute perspective de lutte émancipatrice ou même de résistance du
mouvement ouvrier traditionnel, contribuent à nourrir les extrêmes droites : nationalistes et racistes, complotistes et antisé-
mites, ou religieuses et réactionnaires – ou tout à la fois tant ces courants se renforcent mutuellement. Entre autres dans leur
commun acharnement à maintenir les femmes dans une situation de mineures et de simples procréatrices. La menace est
réelle de voir ces courants se développer sur des terrains militants dans les années qui viennent – et l'histoire a montré où ces
rejetons monstrueux de la barbarie capitaliste pouvaient emmener la société.

55 Face à ces dangers, il faut raviver une perspective lutte de classe, donc internationaliste, qui s'oppose explicitement et fron- 55
talement aux réactionnaires de tous bords sans oublier de tracer des perspectives, même lorsque le rapport de force est diffi-
cile pour sortir de cette situation qui les nourrit.

60 Les mensonges sur les ravages du « mondialisme » et la pertinence du protectionnisme ne sont pas l'apanage de l'extrême 60
droite. La gauche syndicale et politique ne perd pas une occasion de vanter les mérites de l'industrie française ou d'appeler à
des « relocalisations ». Comme si patrons et ouvriers partageaient des intérêts communs dans les frontières nationales. À
65

1 cette illusion porteuse de reculs réactionnaires, xénophobes et racistes, ferments de division de notre classe, nous opposons 1
les intérêts communs des travailleurs de tous les pays contre l'exploitation capitaliste planétaire, à commencer par les inté-
rêts communs des travailleurs d'Europe. La crise économique qui nous touche n'est pas « française », et la colère du monde
du travail s'est manifestée ces dernières années, voire ces derniers mois, à travers le monde. Ces luttes du monde entier sont
5 aussi les nôtres. La nécessité de changer le monde est notre programme. 5

Avancer un programme de lutte pour aller jusqu'au bout

Des « plans industriels » nationalistes sont agités par la gauche et les syndicats face aux travailleurs en butte aux licenciements. Mais les recherches de repreneurs ou les demandes de subventions pour des relocalisations n'ont jamais permis d'en-
10 rayer la montée du chômage. Prétendre enrayer le chômage en « relocalisant », c'est-à-dire en le déplaçant dans d'autres pays, 10
n'a rien à voir avec une défense du monde du travail. C'est l'augmentation de l'exploitation des travailleurs dans le monde
qu'il s'agit de dénoncer et combattre, à commencer par ce qui se passe dans ce pays. Le modernisme, l'automatisation des
chaines de production, l'irruption du numérique aux avances fulgurantes, devraient se traduire par la réduction du temps de
15 travail. Mais non. Et au-delà des effets des progrès techniques, la hausse du chômage est la meilleure arme pour maintenir le 15
rapport de force en faveur du patronat. Flexibilité, cadences, pressions managériales et chantage au chômage sont les secrets
de l'augmentation de la productivité.

Ce cercle vicieux ne sera brisé que par la lutte pour l'interdiction des licenciements et le partage du travail entre toutes et
tous sans perte de salaire, seul barrage aux ambitions patronales de se mettre dans la poche l'intégralité des gains de produc-
tivité. Évidemment la marche est haute, surtout pour des travailleurs forcés de se battre le dos au mur et isolés à l'annonce
20 d'un plan social. Ce genre de mesures ne pourra être imposé que par un rapport de force entraînant l'ensemble des travail- 20
leurs – et toutes les couches populaires condamnées à la précarité. Cela passe par la coordination ou la convergence de luttes
que les directions syndicales maintiennent dispersées et sans perspectives. Par la capacité de cette nouvelle génération mili-
tante dans les entreprises et les syndicats à se regrouper et s'adresser à tous les autres par la constitution de pôles ouvriers
lutte de classe.

25 De manière générale, il faut convaincre que « ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise », qui est un slogan politique. 25
Accepter un recul même petit, c'est renforcer l'offensive patronale qui vise aussi à tester les capacités de résistance. Pro-
gramme minimum et maximum sont intimement imbriqués. Il faut exiger le maintien des salaires et primes, aux frais du
patron, chômage partiel ou pas, et 400 euros au moins d'augmentation par mois pour tous.

La dette que les États accumulent pour renflouer à coups de milliards le patronat, et qu'on voudra nous faire payer demain,
30 n'est pas « notre dette ». C'est la leur. Et les travailleurs n'ont pas à accepter d'en payer la note. 30

L'augmentation du chômage officiel n'est qu'un indicateur partiel, à ajouter à l'explosion du nombre de SDF ou aux queues
aux soupes alimentaires. Et cela avant la fin programmée du chômage partiel (et donc la véritable vague de licenciements),
avant les mesures d'austérité drastiques qui seront prises au prétexte du remboursement de la dette « Covid » (qui a servi à
subventionner le capital).

35 Face à l'interruption brutale de tout revenu, le gouvernement a mis en place un « salaire universel » pour la petite bourgeois- 35
sie : 1 500 euros minimum pour les propriétaires de bars, commerces ou restaurants à l'arrêt. Mais pour les autres ? Intéri-
naires, saisonniers, livreurs, travailleurs au noir, aides à domicile, jeunes qui débarquent sur le marché du travail ?

Le développement rapide de situations de grande pauvreté est spectaculaire dans le milieu étudiant, du moins pour la grande
masse des étudiants appartenant aux classes populaires, plus facilement accessible aux médias que la jeunesse ouvrière, et parce
40 que la plupart ont moins de 25 ans et ne touchent même pas le RSA. Mais la situation est la même pour toute la jeunesse qui a vu ses 40
revenus sévèrement amputés, inscrite ou pas à la fac. À tous ces jeunes on réserve la charité et on refuse un revenu décent.

Cela dit, en versant cette somme aux restaurateurs, l'État admet contre son gré qu'on ne peut pas vivre dans la crise à moins
de 1 500 euros – en réalité c'est au moins 1 800 euros qui sont nécessaires. Personne ne doit toucher moins. Aucun revenu en
dessous de 1 800 euros, ni salaire, ni allocation chômage ou retraite, ni minima sociaux ! Dans certains milieux syndicaux on
45 avance même et à juste titre la revendication d'un revenu minimum de 2 000 euros pour toutes et tous. Ce n'est pas la mendi- 45
cité, il ne s'agit pas d'un RMI généralisé que certains réclament, mais d'une nécessité qui part des besoins sociaux, qui devra
être financée par les capitalistes et qui ne pourra être imposée que par la lutte.

Bien d'autres mesures d'urgence sont nécessaires : pour permettre aux jeunes des classes populaires d'étudier, pour
construire des logements, pour des transports collectifs de bonne qualité et gratuits pour tous, pour l'accès aux loisirs et à la
50 culture dans de bonnes conditions sanitaires, pour un accès égalitaire à la santé, pour des mesures en faveur des droits des 50
femmes (accès à l'avortement libre et gratuit, à des moyens d'urgence face aux violences qui leur sont faites). Ces mesures
posent la question du financement immédiat. Nous ne prôtons pas l'endettement de l'État ou des assurances sociales, ce qui
est une manière de ne pas menacer les revenus du capital. Nous revendiquons la gratuité des équipements et services collec-
tifs en prenant sur les richesses accumulées par la classe capitaliste.

55 L'appauvrissement de larges couches de la population est déjà à l'œuvre et modifiera en profondeur les conditions dans 55
lesquelles nous militerons dans les années qui viennent. Cet appauvrissement ne touche pas que les couches populaires sa-
lariées. Mais si les réactions, coups de colère et mobilisations qu'il ne manquera pas de susciter sont dirigées par des secteurs
de la petite bourgeoisie, alors l'affrontement n'ira pas au bout. Car ces secteurs ne rentreront pas en conflit direct avec les
groupes capitalistes, ou avec une conscience déformée de ce qu'il faudrait : conserver leur petite propriété, leur droit de vivre,
60 mais sans perspective d'un vrai changement de société. Pire, ils pourraient le faire sur un mode « poujadiste », c'est-à-dire 60
d'extrême droite, contre des salariés prétendument privilégiés. Seule la classe ouvrière est porteuse d'un tel changement qui
ne pourra être entamé que par un mouvement d'ensemble, une grève générale, un mai 68 qui irait
jusqu'au bout. Et l'histoire révolutionnaire témoigne qu'en cas de vague de contestation sociale, les
militants révolutionnaires, même très minoritaires jusque-là, peuvent se trouver à la tête de com-
bats décisifs et incarner une telle politique d'indépendance de classe. Pour peu qu'ils en aient l'au-
65

1 dace politique et une implantation ouvrière. 1

Seul un pouvoir des travailleurs pourra résoudre les problèmes urgents de l'humanité

5 Si des mobilisations de notre classe peuvent imposer quelques mesures d'urgence au patronat, c'est au pouvoir qu'elle 5
pourra changer la société de fond en comble. Nous militons pour la fin de l'esclavage salarié, l'abolition de la propriété privée
des moyens de production et leur mise en commun sous le contrôle de ceux qui travaillent, au service de toute la société. Nous
saisirons toutes les occasions dans cette campagne pour populariser, à l'aide de formules grand public, nos idées socialistes
et communistes.

10 Un gouvernement réellement démocratique, au service de la population, comme le revendiquaient les gilets jaunes, la jeu- 10
nesse chilienne ou la population algérienne, ne pourra pas voir le jour grâce à quelques astuces institutionnelles, comme le
RIC, une assemblée constituante ou une 6e République. Il ne pourra résulter que d'une lutte à mort contre les milliardaires qui
possèdent l'économie, les médias, le poids sur les institutions, la justice, la police, bref l'appareil d'État. C'est-à-dire tous les
pouvoirs effectifs d'information, de décision, de centralisation et de coercition. En un mot : d'une révolution !

15 Un tel gouvernement ne peut se forger que dans le feu d'une lutte d'ensemble où les travailleurs entraînent avec eux toutes les 15
couches opprimées. Il en finira automatiquement avec les privilèges indécents qui font que les politiciens vivent comme des
privilegiés – et se recrutent parmi les privilégiés. Mandatés et révocables, payés au salaire moyen ouvrier, les militants et élus
d'un gouvernement des travailleurs n'auront rien de commun avec les petits Bonaparte qui aspirent à la fonction suprême !

20 Un pouvoir ouvrier et populaire mènera une lutte contre tous les vestiges réactionnaires sur lesquels s'appuie le capita- 20
lisme, contre tous les préjugés, racismes et discriminations sexistes ou liées à l'orientation sexuelle. Lui seul permettra d'at-
teindre non seulement l'égalité en droits mais l'égalité réelle, comme le revendiquent à juste titre dès aujourd'hui les mouve-
ments contre le racisme et les violences policières ou les mouvements féministes et LGBTI qui ont fait irruption partout dans
le monde. Car les luttes indispensables pour les droits démocratiques, civiques ou les droits des femmes ont montré que
l'égalité en droit, quand elle existe, n'empêchait pas le racisme et le sexisme d'État, et que ces problèmes sont systémiques.

25 Comme son ancêtre de la Commune de Paris, un gouvernement ouvrier combattrait tout repli national, ouvrira les frontières 25
à tous les travailleurs du monde, frères d'armes dans la lutte de classe – autant qu'il les fermera aux capitaux qu'il mettra sous
son contrôle. C'est le sens internationaliste de notre défense de la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous :
de l'air, ouvrez les frontières ! On vit ici, on bosse ici, on reste ici : on vote ici !

30 Un pouvoir ouvrier et populaire mettra également au premier plan l'harmonie entre les hommes et la nature. Le réchauffe- 30
ment climatique, l'écologie servent à ce jour surtout de prétexte aux gouvernements pour justifier, d'un côté de nouvelles
subventions aux entreprises, de l'autre de nouvelles taxes et des licenciements pour les classes populaires. Nous reprenons à
notre compte la formule « L'écologie sans luttes de classe, c'est du jardinage ». Nous relions intimement le combat pour le
climat, la biodiversité, à nos luttes sociales. Même en pratiquant ce qu'il appelle « la transition écologique », limitée à certains
secteurs et néanmoins soumise aux lois du marché, le capitalisme ne sera jamais vert. Car, pour reprendre les mots de Marx,
il « épuise les deux sources de toute richesse : la terre et le travailleur ». Seule une planification démocratique de la produc-
tion, sous le contrôle des travailleurs concernés, permettrait que cette production soit organisée en fonction des besoins so-
ciaux, tout en préservant au maximum les équilibres naturels. Mais surtout seuls les travailleurs ont la force d'en finir avec la
folie capitaliste qui mène la planète au chaos.

40 Tous les problèmes de l'heure, les inégalités extrêmes, le chômage endémique, les oppressions systémiques, l'émergence de 40
pandémies, le saccage de l'environnement, se posent à l'échelle mondiale et découlent de la dictature des groupes capitalistes
multinationaux. La révolution sociale qui en finira avec cette dictature du profit devra se hisser à cette échelle. La contagion
des luttes actuelles autour de la planète y encourage !

45 Il y a urgence : « socialisme ou barbarie », c'est l'alternative que nous voulons poser à une échelle de masse. Il est temps de 45
rendre crédible une autre société, une rupture révolutionnaire face à la barbarie capitaliste. Notre campagne doit aider à popu-
lariser cet objectif.

[Plate-forme 6]

Rompre avec la politique d'alliances avec la gauche 50 institutionnelle, pour une candidature 100% 50 révolutionnaire du NPA à la présidentielle ! 55

60 *Alexandra (93), Anasse (transports/75), Anna (jeunes/31), Daniela (93), Djamel (93), Elsa (75), Jean-Philippe (75), PMC (31), 60
Vincent (automobile/68)*

Texte de plateforme (version provisoire) 60

INTRODUCTION

65 La conférence nationale qui aura lieu avant l'été se tiendra dans des conditions très particulières, pas seulement en raison 65
de la crise sanitaire, mais aussi car cet échéance prendra de fait la place du congrès (qui statutairement aurait du avoir lieu

1 début 2020), au terme d'une année marqué par une offensive de la majorité de travail / direction de l'ex Pfu pour amener le 1
NPA à une scission.

La CN va donc, et c'est un premier problème, trancher des questions qui dépassent de très loin la tactique électorale et re-
lèvent d'une discussion autour du projet même et de l'avenir du NPA. Car aussi bien la proposition d'une nouvelle candidature
5 Poutou que celle que nous faisons de présenter Anasse, incarnent dans la réalité des orientations de fond très divergentes et 5
des projets distincts, à partir de bilans différents sur les raisons de l'échec du NPA et d'une caractérisation différente de la
situation et en particulier des possibilités du mouvement ouvrier dans celle-ci.

De l'orientation mise à l'oeuvre aujourd'hui en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, découle l'idée que la sortie de la crise du
NPA serait à trouver du côté des politiques "unitaires" avec la gauche institutionnelle, pas seulement sur le terrain de telle ou
10 telle mobilisation ou question, mais y compris sur un terrain politique et programmatique et de façon durable. De plus, le 10
rapport de forces du NPA étant ce qu'il est vis-à-vis notamment de LFI, les alliances constitués se font nettement sur les bases
de LFI, qui comprennent par exemple la possibilité de fusions au deuxième tour avec le Parti Socialiste et Europe-Ecologie -
Les Verts. Dans un parti qui s'est fondé autour d'une délimitation à l'égard de la "gauche social-libérale", c'est une ligne qui
vient d'être franchie et ce sans que ni les militants (même au sein des régions concernées) ni la direction ait pu donner son
15 avis. 15

C'est pourquoi, étant donnée les lourds enjeux que tout cela implique, nous nous sommes adressés (et nous nous continue-
rons de le faire) aux camarades des différentes sensibilités de l'ex-PfA, ainsi qu'à l'ensemble des camarades qui rejettent le
tournant en cours dans ces régionales, pour discuter d'une proposition de candidature commune et qui soit en nette rupture
avec celui-ci. Nous leur avons dit et nous le répétons, que tout en étant persuadés qu'Anasse serait le camarade le plus à même
20 d'incarner une candidature ouvrière et révolutionnaire capable d'enthousiasmer une partie de notre milieu, nous sommes 20
prêts à discuter de toute autre proposition avec un profil et une orientation semblable.

Cependant, au-delà même des problèmes politiques auxquels la CN devra répondre, malheureusement une lourde menace
pèse sur le caractère démocratique et sur la légitimité même de la CN : la tentative d'exclusion bureaucratique et anti-statu-
taire menée contre le CCR, notamment au travers d'une interdiction (ou d'une forte limitation) de notre participation à la CN
25 et de la suppression du débat contradictoire dans les Assemblées Générales, sous prétexte que les camarades de l'ex-Pfu de 25
telle ou telle région ne souhaitent pas se réunir avec telle ou telle autre sensibilité. C'est du jamais vu dans le NPA et plus en
général dans le mouvement révolutionnaire.

Nous appelons en ce sens tous les militants du NPA, quoi qu'ils pense de l'orientation que nous proposons dans ce texte, à
défendre notre droit de la porter dans le cadre de la CN et à ne pas entériner des méthodes (exclusion sans vote, CN sans débat,
30 etc.) qui laisseront des traces indélébiles sur le NPA, bien au-delà de ceux qui sont à l'initiative de ces procédés 30

1) UN CONTEXTE D'EXACERBATION DE LA CRISE CAPITALISTE

1.1. La pandémie, ses origines dans le fonctionnement du système, ses conséquences économiques et sociales

35 Le système capitaliste est directement responsable de la crise sanitaire qui frappe le monde entier depuis maintenant un an 35
et demi. La covid-19 n'est pas un « fléau naturel », mais une conséquence des agissements des grands groupes de l'agro-ali-
mentaire et de l'énergie, comme des banques qui les financent, avec le soutien des différents gouvernements. Elle a son ori-
gine dans les politiques de déforestation massive, qui exposent l'être humain à des virus auparavant confinés à des espèces
animales, et d'élevage industriel intensif permettant à ces virus de se reproduire, muter et se disséminer.

40 Les premières victimes de la pandémie sont les travailleurs, les couches populaires et la jeunesse. Notre classe subit en 40
outre les conséquences dramatiques des politiques de destruction des systèmes publics de santé, tout comme les baisses de
salaire ou revenu, les licenciements et suppressions d'emplois dans le contexte de ralentissement de l'activité économique.

1.2. Dans le cadre de la crise globale ouverte en 2008, des révoltes de masse dans le monde entier

45 Cette crise sanitaire a surgi dans une situation où la crise systémique de 2008 n'avait pas été surmontée. La reprise écono- 45
mique est restée faible, les taux de profit dans la production n'ont pas été redressés, le capital fictif et les bulles financières ont
continué à enfler, en préparant le terrain de nouvelles crises potentiellement plus sévères.

Avant la pandémie, des révoltes de masse avaient embrasé pratiquement tous les continents. Ce processus s'est poursuivi,
comme le montrent aujourd'hui les manifestations et autres expressions de résistance de masse en Colombie et au Myanmar.
50 Au centre du capitalisme mondial, la mobilisation consécutive au meurtre de George Floyd a fait descendre dans la rue plus 50
de 20 millions de personnes, dans ce qui a constitué le plus grand mouvement social de l'histoire des Etats-Unis.

1.3. Ces luttes ne renversent pas le capitalisme, ni son « modèle néolibéral », mais peuvent arracher certaines concessions.

55 Evidemment, ces luttes ne suffisent pas à renverser le capitalisme, ni même son « modèle néolibéral » dont les limites ap- 55
paraissent cependant de plus en plus évidentes, y compris aux yeux des dirigeants du système qui, à l'instar de l'administra-
tion Biden, tentent maintenant de l'amender.

Mais des gouvernements, des régimes sont renversés ou ébranlés. Et sans inverser le cours des choses, ce que seules des
révolutions pourraient imposer, les luttes arrachent des concessions. Y compris en France : Macron a été forcé de reculer de-
vant le mouvement des Gilets jaunes, en abandonnant son projet de taxe sur le gasoil ; il a ensuite dû renoncer à promulguer
60 sa contre-réforme des retraites, et il est improbable qu'on la voie revenir à moins d'un an de l'élection présidentielle ; face à la 60
crise sanitaire, le gouvernement a été contraint d'accorder aux personnels hospitaliers des aug-
mentations de salaire.

65 1.4 Crise politique et autoritarisme

1 Au plan politique, la situation est plus que jamais marquée par la désaffection populaire envers les partis traditionnels – 1
dont le macronisme fait désormais partie – ainsi que la perte de confiance dans les institutions, illustrée par la montée verti-
gineuse de l’abstention électorale.

5 L’intégration complète au système des vieux partis qui prétendaient parler au nom du salariat a créé la situation actuelle de 5
« désert politique à gauche », que le projet néoréformiste de LFI ne parvient à combler que très partiellement. Le constat fait
par le NPA en 2009, à savoir la crise de représentation politique du monde du travail, est aujourd’hui encore plus criant.

10 Déjà sous Hollande, mais plus encore sous Macron, la France s’est portée en tête des « démocraties occidentales » pour ce 10
qui est du renforcement des fonctions autoritaires et répressives de l’Etat. A la violence exercée contre les mouvements so-
ciaux s’ajoute la politique de stigmatisation des musulmans et les attaques contre tous les secteurs qui, parce qu’ils résistent
à cette politique, se retrouvent accusés de « complicité avec le terrorisme ». Dans ce contexte, et comme on l’a vu aux Etats- 10
Unis avec Trump, l’« accident électoral » d’une victoire de Le Pen à la présidentielle n’est plus à exclure.

1.5 Le dernier cycle de luttes et l’émergence d’une nouvelle génération ouvrière

15 Les sentiments de mécontentement et de rejet, largement présents au sein des masses, se traduisent cependant sur le ter- 15
rain de la lutte de classe, en tendant et parfois en parvenant à déborder des bureaucraties syndicales plus que jamais engluées
dans les pratiques et institutions de collaboration de classes du « dialogue social ».

20 Depuis la loi Travail en 2016, nous avons vécu une suite ininterrompue de mouvements de grève et de lutte, qui ont entraîné 20
des salariés du public comme du privé, des secteurs centraux (transports, raffineries, éducation, hôpitaux...) comme périphé-
riques (Gilets jaunes) de la classe ouvrière, la jeunesse à travers les manifestations antiracistes et en défense du climat, et
maintenant les travailleurs de la culture. 20

25 Une particularité de ces luttes est ce que nous avons décrit comme l’émergence d’une « nouvelle génération ouvrière » : des 25
travailleurs et travailleuses jeunes, pour une bonne part racisé-e-s, combatifs, qui ne subissent pas tout le poids des défaits
du passé, n’hésitent pas à passer outre les bureaucraties syndicales et, pour nombre d’entre eux, sont réceptifs aux idées de
l’anticapitalisme et de la révolution. C’est ce secteur, tout particulièrement, que notre campagne électorale devra contribuer 25
à organiser.

2) UNE ALTERNATIVE INDÉPENDANTE ET RÉVOLUTIONNAIRE DU MONDE DU TRAVAIL

2.1. Pourquoi se présenter à la présidentielle ?

30 Il y a donc un triple enjeu à se présenter à la prochaine élection présidentielle. Dans un contexte où aucune candidature 30
n’exprimera sur le terrain électoral la colère sociale qui s’est exprimée dans la rue et dans les entreprises depuis 2016, ce sera
l’occasion pour nous de chercher à incarner, à notre échelle, cette radicalité. L’échéance de la présidentielle étant par ailleurs
un grand moment de politisation, c’est l’occasion de parler à beaucoup de gens, de convaincre de nos idées, d’organiser avec
nous des nouveaux militants. Cela est d’autant plus vrai, et c’est le deuxième enjeu, que le NPA a perdu en visibilité politique 35
ces dernières années, à la fois car il a été en difficulté pour jouer un rôle qualitatif dans les mobilisations, mais aussi car il a
été absent ou presque (en tout cas sous ses propres couleurs) de pratiquement toutes les dernières échéances électorales à part 35
la présidentielle de 2017. Et enfin, à un moment où l’indépendance politique du NPA a été remise en cause par une série d’al-
liances électorales avec La France Insoumise, sur la base de leur programme, ce sera l’occasion de réaffirmer notre indépen-
dance à l’égard de la gauche institutionnelle.

2.2. Une voix politique singulière

40 Même si nous avons beaucoup plus de proximité stratégique avec un courant comme Lutte Ouvrière qu’avec La France In- 40
soumise, raison pour laquelle nous nous devons d’avoir une démarche à leur égard pour discuter, quoique avec un faible es-
poir de réussite, de la possibilité d’une candidature commune, la voix que nous pourrions porter en 2022 est une voix singu-
lière. Singulière dans la mesure où, tout en étant une voix ouvrière et révolutionnaire, elle chercherait à incarner la radicalité 45
exprimée dans la lutte de classes des dernières années, y compris celle qui s’exprime en dehors du cadre des entreprises,
comme les questions féministes, LGBTI, antiracistes, etc., et à rentrer en dialogue avec de larges couches de la jeunesse, des
quartiers populaires, que LO a beaucoup de mal à toucher avec ses conceptions ouvriéristes et propagandistes.

2.3. L’indispensable rupture avec la politique menée aux régionales

50 Tout cela bien entendu à condition que la Conférence Nationale enregistre une rupture ferme et explicite avec la politique 50
menée par les camarades du regroupement des 3 et 4 octobre pour les régionales en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. Les
alliances électorales avec La France Insoumise dans ces deux grandes régions constitue une adaptation inédite jusqu’ici dans
le NPA, car non seulement elles se font strictement sur la base du programme de LFI (un programme de conciliation de classes
défendant par exemple des aides publiques pour les entreprises en Occitanie), mais elles prévoient la possibilité d’accords au 55
deuxième tour avec la gauche sociale-libérale incarnée par le Parti Socialiste et par Europe Ecologie – Les Verts.

60 Contrairement à ce que certains prétendent parfois à des fins polémiques, et quoique nous soyons aujourd’hui nous-mêmes 60
critiques de notre participation à Bordeaux en Lutttes au vu de l’évolution ultérieure des choses, raison pour laquelle nous
avons critiqué et rompu publiquement avec cette liste, un simple regard sur les protocoles d’accord de cette liste et de celles
des régionales, permet de voir à quel point il s’agit de deux situations radicalement distinctes. D’un côté un accord qui disait 60
explicitement qu’il ne s’agissait pas d’une liste NPA-LFI, mais d’une liste de représentants du mouvement social soutenue par
ces deux organisations, avec Philippe Poutou, figure ouvrière locale et porte-parole national du NPA, en tête de liste, un pro-
gramme globalement anticapitaliste, et une délimitation claire sur l’impossibilité de tout accord avec la liste menée par EELV,
qui a été maintenue. De l’autre des listes totalement hégémonisées par LFI, menées par eux, sur leur programme de collabo- 65
ration de classe et explicitement ouvertes à des accords / fusions avec le PS et/ou EELV. 65

1 2.4. Une candidature ouvrière et révolutionnaire

Notre candidature à la présidentielle doit donc être à la fois une candidature de classe et une candidature radicale, ouvertement révolutionnaire, qui dise haut et fort que notre projet c'est d'en finir avec ce système, avec la propriété privée sur les moyens de production, pour partager le travail entre toutes et tous, planifier la production au service des besoins de la majorité et non pas de la soif de profit d'une poignée de parasites. Que pour cela les travailleurs doivent faire de la politique, gouverner eux-mêmes, contrôler les entreprises, les banques et toute l'économie. Que cette transformation ne pourra pas venir d'élections dans le cadre de ce système, mais viendra au contraire essentiellement des mobilisations, des grèves, des soulèvements, d'une révolution sociale. Une candidature qui, face à la surenchère sécuritaire qui cherche à renforcer l'autorité de l'état et sa capacité à réprimer la contestation sociale, ne cède point à cette pression et assume son combat pour la dissolution des « forces de l'ordre » et pour que ce soient les travailleurs eux-mêmes qui assurent les tâches de sécurité. Une candidature enfin qui avance un programme démocratique radical pour mettre à bas la V République et faire avancer la conscience du fait que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force et de la nécessité d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

15 3) UN PLAN D'URGENCE SANITAIRE, SOCIAL ET ÉCOLOGIQUE

3.1 Capitalisme et pandémie

Le système capitaliste est directement responsable de la pandémie du coronavirus et de la crise qu'elle a provoquée. La covid-19 n'est pas un « fléau naturel », mais une conséquence des agissements des grands groupes de l'agro-alimentaire et de l'énergie, comme des banques qui les financent, avec le soutien des différents gouvernements. Elle a son origine dans les politiques de déforestation massive, qui exposent l'être humain à des virus auparavant confinés à des espèces animales, et d'élevage industriel intensif permettant à ces virus de se reproduire, muter et se disséminer.

Tous les chiffres, toutes les études montrent que les principales victimes de la covid-19 sont les travailleurs, les couches populaires et la jeunesse. L'écrasante majorité de la population se voit en réalité condamnée à une double et même triple peine.

En première ou deuxième ligne, nous contractons le virus bien plus fréquemment que ceux qui ont les moyens de l'esquiver. On nous fait en outre payer le prix de la crise économique à coups de licenciements, de baisse des salaires et des prestations (assurance-chômage notamment), de détérioration des conditions de travail. Et pour couronner le tout, lorsque nous tombons malades, nous subissons de plein fouet les effets des politiques de saccage du système public de santé (austérité, rentabilisation, privatisation).

3.2 Une gestion catastrophique de la crise sanitaire

Au début de la crise sanitaire, la pénurie de masques – dont les stocks avaient été détruits, et non remplacés, par les gouvernements successifs au nom des « économies nécessaires » – avait donné un aperçu de l'irrationalité et du caractère mortifère des logiques capitalistes.

Le délabrement de l'hôpital public en est une autre conséquence dramatique. Il y a vingt ans, les établissements de santé proposaient en France 500 000 lits d'hospitalisation. Il n'en reste aujourd'hui que 390 000, dont 240 000 dans les hôpitaux publics (et 300 000 en comptant le secteur associatif à but non lucratif). Pour faire face à l'afflux des patients atteints de la covid, les hôpitaux débordés doivent « déprogrammer » des examens et opérations urgentes en matière de cancer, de maladies cardio-vasculaires et autres affections graves. Parmi ceux et celles – l'immense majorité – pour qui il est impossible de se payer les services d'une clinique privée, beaucoup meurent et vont mourir prématurément.

3.3 La santé, une affaire trop sérieuse pour être laissée entre les mains des capitalistes

A l'opposé, la situation des grands capitalistes n'a jamais été meilleure. Début avril 2021, le magazine Forbes a publié la liste et la fortune estimée des 42 milliardaires français. Après une année de pandémie, trois petits nouveaux ont intégré le « club ». Celui qui fait l'entrée la plus remarquée est Stéphane Bancel, PDG et actionnaire du laboratoire Moderna (un des fabricants de vaccins anti-covid), devenu d'un seul coup la 23e fortune française.

Les laboratoires et les trusts pharmaceutiques font des milliards de profits supplémentaires, alors même que pour élaborer leurs vaccins et traitements, ils ont bénéficié de très larges aides publiques. Mais le système des brevets, qui protège leurs intérêts, interdit la mutualisation des savoirs scientifiques et donc l'accès aux vaccins pour la majorité de la population mondiale.

Les autres milliardaires ne sont cependant pas en reste. Toujours selon Forbes, les 42 français recensés ont tous vu leurs richesses augmenter considérablement depuis le début de la pandémie. Globalement, leur fortune est passée de 277 milliards en 2019 à 430 milliards en 2020, soit un accroissement inédit de 55 %.

3.4 Des mesures anticapitalistes face à la crise sanitaire

La situation est si dramatique que seules des mesures radicales peuvent permettre de répondre aux besoins de la population :

- L'expropriation des grandes sociétés pharmaceutiques et des principaux laboratoires, afin de les faire fonctionner dans l'intérêt public, sous le contrôle de leurs salariés et de la population ;
- La confiscation des super-profits réalisés par les groupes capitalistes grâce à la pandémie, et leur affectation à des politiques de santé publique ;
- La décision de faire passer immédiatement dans le domaine public les brevets en lien avec la covid-19, ce qui permettra de produire à prix coûtant des vaccins et traitements pour toutes les po-

1 pulations ;

- La fin des politiques d'austérité et de rentabilisation capitaliste de l'hôpital public, impliquant notamment la re-création de 100.000 lits d'hospitalisation, des embauches massives et des augmentations de salaire substantielles dans la fonction publique hospitalière, la fin de la tarification à l'acte et du mode « entrepreneurial » de gestion de l'hôpital, l'augmentation des dotations globales jusqu'à satisfaction des besoins.

3.5 La crise sanitaire a accéléré et approfondi la crise économique

Pour sauver leurs profits, les patrons ont fait payer les salariés. Malgré les mesures de contention sociale type chômage partiel ou PGE, on compte déjà presque 1000 PSE depuis mars 2020 ! Sans compter l'énorme PSE déguisé (dizaines de milliers d'intérimaires et CDD), ou encore les environ 10.000 « procédures de licenciements » hors PSE. Ils préparent déjà les esprits pour les grands sacrifices qu'on va devoir faire « après la crise sanitaire ». Les vagues de faillites « d'entreprises zombies », aujourd'hui sous perfusion, quand il faudra rembourser les PGE. Les vagues de licenciements quand il n'y aura plus du tout de chômage partiel. Macron a déjà chiffré la facture, 424 milliards d'€, pour nous préparer à faire des efforts.

Face à l'esprit de revanche des capitalistes, face à ceux qui maintiennent des millions de personnes au chômage, pour en même temps faire pression sur les millions d'autres à qui on demande de « travailler plus » (+ d'heures par semaine, repousser l'âge de la retraite...), nous exigeons :

- Levée du secret commercial ! Pour licencier, les patrons parlent de crise, de risque de faillite ou de la concurrence. Tout ouvrier à qui on explique qu'il n'a pas d'autres choix que de se sacrifier a le droit de connaître les comptes, non seulement de son entreprise, mais de toute la filière. (exemple : un patron dans la sous-traitance pourra montrer des vrais chiffres sur les difficultés face aux exigences du donneur d'ordre ou à la concurrence d'autres sous-traitants). Mais les ouvriers « ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes isolés devenus victimes de leur propre régime » (Programme de Transition). On veut connaître les comptes, les magouilles, les richesses cumulées depuis des années

- Interdiction des licenciements et CDI pour tous ! 300€ d'augmentation et SMIC à 1800€ net tout de suite ! Les capitalistes diront que c'est impossible (On verra bien quand on lèvera leur secret commercial!) Pour les travailleurs, ce sont des mesures d'urgence vitales, pas le sujet d'une calme négociation avec les patrons. De plus, on acceptera pas une baisse des salaires avec la manœuvre de l'inflation (en gros, les prix augmentent plus vite que les salaires) : on veut donc l'indexation des salaires sur les prix ! Quand ils nous promettent une « reprise », ils prévoient une reprise des profits mais pas de l'emploi. Les prévisions de la Banque de France le disent textuellement !

- Partage du temps de travail entre tous et toutes ! La classe dominante pousse le vice jusqu'à établir un « taux naturel de chômage » pour que l'économie aille bien (en réalité, pour contenir les salaires et maintenir leurs profits). On ne peut pas se résoudre à ce que des millions se tuent la santé au travail et doivent travailler plus (cf l'âge de départ à la retraite) pendant que d'autres se tuent à en chercher (chaque année, entre 10.000 et 14.000 décès sont dus au chômage en France) ! Depuis toujours, quand le mouvement ouvrier revendique la baisse du temps de travail (à la fois pour vivre mieux, mais aussi pour travailler tous).

3.6 Ecologie et contrôle ouvrier

L'émergence d'une pandémie mondiale a mis une nouvelle fois en exergue l'antagonisme profond qui existe entre le capitalisme et l'écologie. Cet antagonisme a été utilisé pour construire une opposition factice entre le social et l'écologie. Contre toute ouvriérisme, le monde du travail a non seulement un intérêt urgent mais même vital à se saisir de la question écologique. Mais aussi et surtout objectivement, il est le seul sujet de par sa place dans la production à même de réorganiser la production en ayant pour préoccupation fondamentale la survie de la planète. Dès lors la question sociale et écologique sont profondément liés :

- La préoccupation écologique dans la production, c'est avant tout une politique aux mains des travailleurs. Les compétences des travailleurs, en leur assurant un travail qui les éloigne de la précarité, doivent être mis au service de l'écologie et de la protection de l'environnement. A contrario des normes capitalistes qui détruisent la planète, les ouvriers sont les seuls à même de stopper la production pour modifier leur manière de produire pour prendre en compte la question écologique.

- Le secteur de l'énergie est clé dans la transition écologique. Pour aller vers l'abandon des énergies fossiles d'ici 2050. Or, si Total a changé de nom pour devenir TotalEnergies les fossiles demeurent 99,7% de son activité et des projets fossiles sont en cours (Ouganda, Mozambique, Tanzanie). Pour être en mesure de rompre avec une production qui n'a que le profit comme horizon, il s'agirait d'exproprier les grandes entreprises de l'énergie pour constituer un pôle public de l'énergie sous contrôle des travailleurs par l'expropriation et la socialisation des entreprises de l'énergie.

4) NI V° NI VI°, MAIS UNE RÉPUBLIQUE DES TRAVAILLEURS ET DU PEUPLE

La soi-disant « guerre contre le virus » a eu quelques effets collatéraux. Instrumentalisant la crise sanitaire, le Macronisme a lancé une offensive autoritaire de premier ordre. Depuis le début de la crise, le pays a été dirigé depuis un conseil de défense usant par-là des leviers les plus antidémocratiques de la Vème république. Cette offensive autoritaire a mis en exergue le pourrissement du régime et mis en lumière ses institutions profondément réactionnaires.

Des institutions que la gauche institutionnelle par la voie de Jean-Luc Mélenchon cherche à réformer au travers la VIème République qui n'est ni plus ni moins qu'une refonte des institutions qui fondent le régime actuel.

En tant que révolutionnaire, nous aspirons à tout renverser pour remplacer l'Etat bourgeois par un gouvernement des travailleurs, appuyé sur leurs propres organismes de lutte et d'auto-organisation. Cependant, étant donné que cette perspective n'est pas posée dans l'immédiat, et où les illusions sur la démocratie bourgeoise sont très largement majoritaires au sein du monde du travail, nous pensons nécessaire des revendications démocratiques radicales en rupture totale avec leur « République » actuel.

1 4.1 En finir avec les institutions de la V^e République et de supprimer aussi bien la figure présidentielle que cette chambre 1
réactionnaire qu'est le Sénat pour imposer un Assemblée Unique à laquelle siègeraient des élus révocables à tout moment et 1
rémunérés à la hauteur du salaire moyen.

Contre les fausses illusions d'une VI^e République, comme un retour réactionnaire à une illusoire forme de III^e Répu- 1
5 blique, il est nécessaire d'en finir avec les institutions anti-démocratiques et nous inspirer de la tradition révolutionnaire et 5
démocratique radicale inspirée de la Convention de 1793 et de la Commune de Paris, qui fête ses 150 ans cette année prochaine 5
en exigeant notamment :

- La suppression de la Présidence de la République, qui octroie à une clique élue par une minorité de la population, et en 10
dernière instance à un seul Homme, le droit de diriger le pays au service du grand capital en ne s'appuyant que sur un appareil 10
bureaucratique, la police et l'armée.

- La fin du Sénat, chambre réactionnaire et antidémocratique composée de notables qui vise à contrôler l'Assemblée natio- 10
nale et rend illusoire tout espoir de contrôle de l'État par le suffrage universel.

15 4.2 En plus de la suppression de ces instances réactionnaires que sont le Sénat et la Présidence, il faudrait en finir avec la 15
séparation entre les pouvoirs législatif et exécutif qui ne servent qu'à donner des pouvoirs bonapartistes.

Voici ce que les révolutionnaires proposaient en France en 1934 : « Une Assemblée unique concentrant le pouvoir législatif 15
et le pouvoir exécutif. Les membres en seraient élus pour deux ans, au suffrage universel depuis l'âge de dix-huit ans, sans 15
distinction de sexe ni de nationalité. Les députés seraient élus sur la base d'assemblées locales, constamment révocables par 15
leurs mandants et recevraient pendant le temps de leur mandat le traitement d'un ouvrier qualifié ». Si nous devrions au- 20
20 jourd'hui exiger le droit de vote à 16 ans, âge auquel les jeunes ont le droit de se faire exploiter mais pas celui d'exprimer 20
d'opinion politique par les urnes.

25 4.3 Nationalisation sous contrôle ouvrier des secteurs stratégiques de l'économie (privé comme publique), notamment de 25
l'énergie et du transport, nationalisation des grandes banques privées, des fonds d'investissements, des grands groupes 25
d'assurance capitalistes

La pandémie mondiale a illustré une nouvelle fois l'irrationalité capitaliste. Bien que faisant face à une crise économique 25
historique, d'un côté, les milliards pleuvent dans les poches des très grands capitalistes, de l'autre, les travailleurs de pre- 25
mière et seconde ligne payent au centuple le cout de la crise parfois au prix de leurs vies. Si, les milliards de profits ne doivent 25
pas masquer un système capitaliste en réalité très mal en point, ces milliards de profits viennent mettre en exergue ceux qui 30
30 profitent de la crise : les grands capitalistes.

Cette « irrationalité » met en lumière la nécessité pour les travailleurs qui « font tourner l'économie » de prendre leurs af- 30
faires en mains. L'industrie et les services essentiels à la vie sont une chose bien trop sérieuse pour être laissée entre les mains 30
des capitalistes. De ce point de vue, les travailleurs et les usagers, premiers intéressés à ce que ces entreprises répondent 30
correctement aux besoins sociaux et sanitaires, sont les plus à même à les gérer.

35 - Loin de toute nationalisation, entendue comme la socialisation les pertes après que les profits, eux, aient été privatisés, il 35
s'agirait tout au contraire de nationaliser sans indemnité ni rachat les secteurs stratégiques de l'économie, sous contrôle 35
des travailleurs et au service des besoins de la population.

40 - Pour ce qui concerne le « Big Pharma », il s'agit d'imposer de toute urgence au nom d'une véritable résolution de la crise 40
sanitaire l'expropriation et la socialisation sous contrôles des travailleurs des grands laboratoires pharmaceutiques et de 40
40 leurs capacités de recherche.

45 4.4 Mise en place d'un monopole publique bancaire dont l'un des rôles essentiels serait de soutenir les petits agriculteurs, 45
artisans, petits patrons – bar, restaurant, commerce, culture - qui se retrouvent frappés de pleins fouet par la crise.

Face à l'explosion à venir du nombre de faillites de TPE, seul l'étatisation du système de crédit sera à même de mettre en 45
45 œuvre des aides et des prêts bon marché, de façon à ce que, dans cette situation exceptionnelle, les petits entrepreneurs 45
puissent subvenir aux besoins de leurs familles, tout en maintenant les emplois et en assurant la production alimentaire et 45
des services de qualité à l'ensemble de la population.

50 4.5. Egalité totale, politique et économique, entre hommes et femmes, français et immigrés (régularisation, droit de vote). 50
Contre les discriminations et les violences, droits des femmes et des personnes LGBTI.

Les sans-papiers et les migrants ont été parmi les plus touchés par la crise sanitaire. Souvent privés de leur travail, entassés 50
dans des foyers et logements insalubres, ils ont aussi été en première ligne de la répression aggravée par la gestion policière 50
du confinement. Menacés d'être envoyé en centre de rétentions, privé du droit de vote, la plupart sont aussi surexploités par 50
le patronat comme dans le bâtiment.

55 Ces inégalités politiques sont au fondement de ce qui constitue et perpétuent le racisme et la xénophobie d'Etat. Les sans-pa- 55
55 piers, les migrants doivent être régularisés immédiatement et sans condition, et ce de façon définitive, avec la fermeture, en 55
conséquence, de tous les centres de rétention. Droits de votes pour toutes et tous.

60 La crise sanitaire a révélé à quel point les fonctions les plus utiles sont le plus souvent les moins bien rémunérées. Nous 60
avons vu aussi que très souvent ces fonctions sont exercées par des femmes, pour des salaires en moyenne 18,5% plus bas que 60
60 ceux des hommes selon l'INSEE. Il est temps de le corriger par une augmentation générale des salaires et un SMIC à 1800€ nets 60
pour toutes et tous.

65 La crise a aggravé les violences faites aux femmes et aux LGBTI. Contre toute logique exclusive- 65
ment punitive, notre priorité est la mise en place d'un plan d'urgence pour venir en aide aux per- 65
65 sonnes victimes de violences sexistes et sexuelles : des logements vides, plan d'embauche massif 65
dans la santé et impôt sur les grandes fortunes pour permettre un véritable accompagnement et des

1 soins de qualité et entièrement gratuits pour les victimes de violences. 1

4.6. Dissolution des corps spécialisés de répression, vers l'abolition de la police.

5 Les mobilisations BLM, aux États-Unis, mais également ici, en France, autour du Comité Adama en juin dernier et ailleurs 5 dans le monde, ont remis à l'ordre du jour le nécessaire programme à avoir face à la police.

Dans les quartiers populaires, entre 10 et 15 personnes meurent chaque année sous les coups de la police. Les contrôles au faciès, les insultes et les humiliations sont une réalité quotidienne. Des brigades de police particulières issues de l'administration coloniale œuvrent à assurer le « maintien de l'ordre » social dans les quartiers populaires.

10 Comme mesures élémentaires de sauvegarde de la jeunesse et des classes populaires, et comme pas vers le nécessaire abo- 10 lition de la police qui réprime, mutile et tue dans les manifestations comme dans les quartiers populaires : dissolution des corps spécialisés de répression (CRS, gendarmerie mobile, CSI, CDI et CI, BAC et BRAV). Un mot d'ordre qui serait un premier vers l'abolition nécessaire de la police et des forces de répression.

15 4.7 Pour une Europe des travailleurs et des rapports solidaires avec les peuples du monde entier. Soutien à toutes les luttes 15 des exploité-e-s et opprimé-e-s, notamment dans les pays dominés par l'impérialisme français.

La crise sanitaire a aiguë les tendances au nationalisme et au protectionnisme avec au premier plan la guerre des vaccins et leurs appropriations par les pays impérialistes. En Europe, elle s'est exprimée par des vols et détournements de cargaison de masques, la concurrence en termes de production de vaccins. Une illustration des tendances inhérentes à l'Europe du capital qui cherchent à diviser et mettre en concurrence les travailleurs entre eux.

20 - Face à l'Europe du capital qui n'a à offrir que davantage de misères et de tragédies sociales pour les travailleurs, 20 nous revendiquons le fait de lutter pour des gouvernements ouvriers, dans la perspective d'instaurer les Etats-Unis Socialistes d'Europe, ainsi que des rapports solidaires avec les peuples du monde entier.

25 - Face aux guerres et à l'oppression des pays impérialistes, il s'agit de soutenir le droit à l'auto-détermination des 25 peuples, notamment pour les pays dominés par l'impérialisme français. Plus que jamais, il s'agit d'exiger le retrait des troupes impérialistes françaises de l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient.

5) QUEL CANDIDAT POUR PORTER CETTE ORIENTATION ?

5.1 Un candidat issu de la nouvelle génération des luttes

30 Nous devons dans cette présidentielle chercher à incarner non pas l'unité d'une certaine gauche dite « radicale », mais au 30 contraire la véritable radicalité qui a émergé dans l'intense lutte de classes qui a traversé le pays depuis 2016. L'imaginaire « révolutionnaire » qu'a amené le mouvement des gilets jaunes, la nouvelle génération militante qui s'est forgée dans des combats divers et souvent entrecroisés : les grèves, les mobilisations féministes, le mouvement antiraciste et contre les violences policières, le mouvement pour le climat.

35 Pour cela il faudrait choisir de façon objective le meilleur candidat pour incarner un profil de ce type et ce, quelle que soit 35 la sensibilité à laquelle il appartient.

5.2 Les avantages d'une éventuelle candidature d'Anasse

40 C'est en ce sens que nous versons aux débats de la Conférence Nationale la proposition de candidature d'Anasse Kazib, 40 cheminot, membre du CPN et figure de proue de quelques-unes des principales mobilisations des dernières années (bataille du rail, retraites). La candidature d'Anasse aurait plusieurs avantages :

• Elle serait représentative d'une nouvelle génération de militants ouvriers combatifs qu'on a vu émerger depuis 2016. De ce point de vue, et bien que ce soit un militant du parti, cette candidature aurait de fait un profil de « candidature du mouvement social ».

45 • Anasse n'est pas un inconnu, il est au contraire assez largement identifié et apprécié dans des milieux très diffé- 45 rents et y compris dans une frange « de masses » grâce à ses interventions médiatiques, ce qui rendrait plus facile le fait de l'imposer dans le débat politique.

• Le camarade est aussi, en lien avec cette expérience accumulée, un habitué des débats télévisés, des polémiques avec des politiciens de droite, ce qui constitue à toute évidence un atout pour être candidat.

50 • Il s'agit en plus d'un camarade concentrant en sa personne un message fort et subversif car il s'agit non seulement 50 d'un jeune ouvrier, mais aussi de quelqu'un issu de l'immigration maghrébine investi dans les mobilisations antiracistes et anti-islamophobie des dernières années, ce qui répondrait de façon puissante à la vague ouverte par le mouvement BLM et à l'aspiration de très nombreux jeunes de quartier de se sentir représentés.

5.3 La préfiguration dans dépassement révolutionnaire et lutte de classe du NPA actuel

55 Loin d'être une candidature de témoignage, la candidature d'Anasse pourrait être un levier pour nourrir les débats internes 55 sclérosés du NPA de la seule force vivante qui puisse le sauver dans un sens révolutionnaire : les acquis et les acteurs de la lutte de classes des dernières années. Elle pourrait ainsi constituer le point de départ d'un dépassement révolutionnaire du NPA afin de confluer dans une organisation commune avec des centaines, voire des milliers de travailleurs et de jeunes qui se sont politisés et radicalisés au cours des dernières années et de tenter d'être à la hauteur des défis de la période qui s'ouvre, 60 une période de crise profonde du capitalisme et d'inévitables explosions sociales pour laquelle la construction d'un outil ré- 60 volutionnaire à la fois indépendant de la gauche institutionnelle et non marginal sera décisive.

Le fait que malgré la crise du NPA, plusieurs dirigeants ouvriers (à la RATP, chez Total, dans l'industrie agro-alimentaire) l'aient rejoint, notamment à la suite du mouvement des retraites, montre qu'il y a un espace réel pour une politique de ce type

1 et pour tenter de recomposer, en y injectant du « sang neuf », une gauche révolutionnaire implantée dans la classe et à la hauteur de évènements. 1

5.4 Discutons-en !

5 Cependant, et contrairement aux reproches d'une soi-disant "personnalisation" que nous adresse l'ancienne majorité (qui a par contre, quant à elle, usé et abusé pour sa politique du poids des personnalités de Besancenot, puis de Poutou), ou encore à d'autres calomnies sur une soi-disant opération hostile au NPA, nous ne ferons pas de la proposition du nom d'Anasse un obstacle au fait qu'une candidature de rupture avec la politique menée par l'ex Pfu en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, autour d'une ligne indépendante, révolutionnaire et lutte de classe, dont la préoccupation centrale soit de dialoguer avec les aspirations des ouvriers et de la jeunesse, et avec les formes de radicalité qu'ils ont exprimée dans les luttes des dernières années, plutôt qu'avec la gauche institutionnelle. 10

10 De ce point de vue, tout en étant convaincus qu'Anasse, en tant que jeune ouvrier combatif et racisé et une des principales figures qui ont émergé de la lutte de classes des dernières années, est probablement le meilleur camarade pour incarner cette orientation, nous restons ouverts à discuter de toute autre proposition de nom de camarade avec un profil semblable ou comparable, et à porter alors cette candidature. 15

Motion pour la CN [constitutive de la plate-forme 6]

20 La Conférence Nationale du NPA réunie les 26 et 27 juin tire un bilan négatif de l'orientation menée lors des dernières élections régionales à travers deux listes d'alliance avec La France Insoumise en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, sur des bases programmatiques qui sont bien davantage celles de LFI que celles du NPA, et en prévoyant la possibilité d'accords au deuxième tour avec le Parti Socialiste et/ou Europe Ecologie – Les Verts. Notre candidature pour la présidentielle de 2022 se fait ainsi dans une rupture nette avec cette orientation et autour d'un profil et d'un programme indépendants, ouvriers et révolutionnaires. Au deuxième tour, nous maintiendrons une ligne d'indépendance de classe et de refus de tout appel à voter, même de façon détournée, pour le candidat d'un parti de la bourgeoisie. Cette orientation, notamment dans un contexte où le Congrès pourrait être repoussé encore une fois, vaut également pour les prochaines législatives, où cette même ligne devra guider nos candidatures, en toute indépendance de la gauche institutionnelle dont LFI fait partie. 25

[Motion]

Au delà du profil, la centralité d'un programme pour la campagne présidentielle du NPA !

Présentée par l'ARC

40 La CN doit permettre au NPA de lancer une campagne présidentielle qui puisse rassembler le parti sans exclure aucun-e de ses militant-e-s. C'est dans ce sens que nous semble aller le texte appelant à « une candidature ouvrière, anticapitaliste et révolutionnaire du NPA à la présidentielle », et c'est pourquoi nous voterons pour la plateforme 5 du même nom et nous y participerons. Indépendamment de la question du type de profil pour la campagne, nous avons besoin de remettre au centre un programme offensif, qui esquisse les traits d'une société communiste et qui pose la question du pouvoir en abordant de front les enjeux stratégiques. Nous proposons ainsi de mettre au vote la motion suivante aux AG de préparation de la CN. Cette motion n'a pas vocation à être soumise aux votes en contradictoire avec les textes de plateformes et ne consiste pas en une plateforme nationale supplémentaire. Elle comporte un nombre d'éléments que nous souhaitons voir infuser dans le parti de manière transversale jusqu'à la CN et après. 45

50 Indépendamment de la question du type de profil pour la campagne, nous avons besoin de remettre au centre un programme offensif, qui esquisse les traits d'une société communiste et qui pose la question du pouvoir en abordant de front les enjeux stratégiques. 50

55 Pour mobiliser largement autour de la campagne du NPA, nous avons besoin de discuter du programme avant le profil, du discours avant le casting. Nous devons rendre crédible notre projet, répondre aux questions que se posent les nouvelles générations militantes, capter la radicalité qui s'est exprimée lors des dernières mobilisations, tout en étant audibles à une large échelle. La campagne du NPA ne doit ni être une campagne « gauche +1 » à côté de la FI, qui est certes sympathique mais qui perçue comme irréaliste, ni une campagne de témoignages, qui redonne certes confiance à notre camp social, mais qui ne répond pas aux questions qu'il se pose au niveau stratégique. Nous devons défendre une orientation, une stratégie et un programme révolutionnaire. Nous devons être audacieux-ses et dialoguer avec les innovations théoriques de ces dernières années, tout en conservant les acquis du marxisme révolutionnaire. Notre analyse des oppressions et de l'écologie ne doivent pas être de simples suppléments d'âme en termes de revendications, mais nous pousser à ré-élaborer l'ensemble de notre programme. 60

Si nous ne voulons pas être une simple candidature de témoignage, nous ne pouvons donc pas nous contenter de dire que « les travailleur-se-s doivent prendre leurs affaires en main ». Ce slogan

1 que nous partageons et qui permet de défendre auprès des masses l'auto-organisation de notre classe n'est que la première 1
 étape du programme que nous devons populariser. Nous ne pouvons nous contenter de dire que lorsque les travailleur-se-s se 1
 révolteront ils et elles décideront par et pour elles et eux mêmes. Nous devons ainsi poser la question du pouvoir et défendre 1
 qu'un mouvement du type des gilets jaunes « qui irait jusqu'au bout » devrait déboucher sur un gouvernement des travail- 5
 leur-se-s qui soit fidèle à leurs intérêts et qui impulse une rupture claire avec le capitalisme. Et nous devons tout de suite es- 5
 quisser quelles mesures devraient selon nous prendre un tel gouvernement si l'on veut apparaître crédibles face au pro-
 gramme réformiste de Mélenchon.

10 Nous esquissons maintenant certaines des mesures que nous devrions selon nous mettre en avant (et qui sont bien sûr non 10
 exhaustives) – la formulation exacte serait bien sûr à discuter et à développer à la CN, nous proposons un esprit et non une 10
 forme précise – :

- mettre en avant notre stratégie de prise du pouvoir qui s'appuie sur la grève et la mobilisation des travailleur-se-s et qui 15
 propose ainsi une alternative aux plans des directions syndicales qui ont mené à la défaite lors des derniers mouvements des 15
 retraites et des gilets jaunes
- des propositions d'organisation économique marxistes concrètes pour sortir de la crise, et qui préfigurent une rupture 15
 avec le capitalisme (socialisation du système bancaire, contrôle de la convertibilité de la monnaie, planification écologique et 15
 démocratique de la production, annulation totale de la dette publique, ...)
- donner à voir ce que donnerait un pouvoir des travailleur-se-s (réorganisation et contrôle ouvrier de la production, socia- 20
 lisation des tâches domestiques, démocratie ouvrière, ...)
- une réorganisation de la production qui se fasse en lien avec une nouvelle pensée des priorités productives : certains sec- 20
 teurs seront amenés à décroître ou disparaître (publicité, voitures individuelles, nucléaire, ...), notamment parce que nous ne 20
 pouvons pas faire abstraction de la crise écologique majeure que nous sommes en train de vivre. Cela ne veut pas dire que 20
 tous décroîtront : d'autres au contraire seront amenés à croître (santé, éducation, ...)
- défendre que notre analyse des oppressions ne se situe par uniquement au niveau des revendications, mais aussi de notre 25
 analyse même du capitalisme, et donc de notre projet de société future également 25
- rupture anticapitaliste avec l'Union Européenne pour construire une Europe socialiste des travailleur-se-s et des peuples. 25

30 30

35 35

40 40

45 45

50 50

55 55

60 60

65 65